Service canadien du renseignement de sécurité | Canadian Security Intelligence Service

Perspectives sécuritaires 2018

Risques et menaces éventuels

ÉTUDE PROSPECTIVE

Canada

Pensez à recycler

Ce document est imprimé avec de l'encre sans danger pour l'environement

Études hors-série 2016-06-03

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les exposants, de même que sur des essais offerts par ceux-ci au cours d'une série de présentations organisées par le Service canadien du renseignement de sécurité dans le cadre de son programme de liaison-recherche. Le rapport est diffusé pour nourrir les discussions. Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants. Les présentations et les essais ont été livrés conformément à la règle de Chatham House; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers ne sont pas révélés.

www.scrs-csis.gc.ca

Publié en juin 2016
Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Perspectives sécuritaires 2018

Risques et menaces éventuels

Étude prospective

Table des matières

Le projet et ses objectifs 1

Sommaire 3

Chapitre 1 – La Chine : des années dangereuses en perspective 11

Chapitre 2 – Facteurs de conflit au Moyen-Orient : le présent et l'avenir de l'islam politique 27

Chapitre 3 – La Russie d'ici 2018 45

Chapitre 4 – Les armes de destruction massive : l'évolution de la menace de la prolifération 63

Chapitre 5 – Pouvoir étatique et cyberpuissance 81

Notes 101

Le projet et ses objectifs

La liaison-recherche au SCRS

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), organisme responsable du renseignement humain au Canada, s'est doté d'un programme de liaison-recherche en 2008. Ce programme vise à permettre aux experts du SCRS de discuter avec des spécialistes d'organismes non gouvernementaux, d'acquérir une meilleure compréhension contextuelle de l'évolution des enjeux en matière de sécurité et de jouer un rôle de catalyseur dans le monde de la recherche. Plusieurs des activités de la liaison-recherche — colloques, conférences et ateliers — donnent lieu à la publication de rapports qui sont maintenant disponibles sur notre site Web. Quoique la majorité des efforts déployés dans le cadre du programme servent à mieux comprendre les enjeux prioritaires immédiats du gouvernement du Canada, le programme de liaison-recherche chapeaute également des projets visant à explorer les nouvelles questions liées à la sécurité qui pourraient avoir des répercussions sur le Canada à l'avenir. L'ensemble de ces projets ont façonné l'approche du Service à la prospective.

Regard vers 2018

Le programme de liaison-recherche a réalisé un projet d'étude prospective en plusieurs parties de septembre 2015 à mai 2016. Cinq penseurs de renommée mondiale ont été invités à réfléchir sur certains thèmes ainsi que sur les facteurs qui influeront sur les risques et les menaces éventuelles pour la sécurité dans certaines régions du monde d'ici 2018. Cette date peut sembler arbitraire, mais elle a été choisie afin d'optimiser la pertinence de tous les éléments de l'étude prospective. En effet, l'échéance n'est pas si lointaine que les discussions seraient trop abstraites, mais elle est assez éloignée pour permettre aux collaborateurs et aux lecteurs de remettre en question les hypothèses actuelles.

Le présent rapport est le résultat de cet exercice. L'examen d'un large éventail de défis liés à la Chine, au Moyen-Orient, à la Russie, aux armes de destruction massive et à la cybersécurité permet d'avoir un aperçu des dynamiques susceptibles d'influencer le monde dans un avenir rapproché. Il est possible que certains spécialistes invités défendent des idées ou tirent des conclusions

qui ne concordent pas avec les points de vue et les analyses du Service, mais c'est précisément ce qui rend utile la tenue d'un tel dialogue.

Sommaire

Sommaire

Vue d'ensemble

Au cours des deux prochaines années, le risque d'une dangereuse instabilité mondiale est très élevé.

- La Chine et la Russie ont toutes les deux des dirigeants dont les programmes ambitieux en matière de politique étrangère pourraient provoquer des affrontements diplomatiques et militaires. Cependant, tout en cherchant à atteindre leurs objectifs, les deux dirigeants doivent composer avec des économies structurellement faibles.

- Les conflits en Irak, en Syrie, en Libye et au Yémen perdureront. Une multitude de milices compliquent les efforts déployés en vue de mettre fin à la violence dans ces pays, tandis que les groupes affiliés à l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et à al-Qaïda propagent l'insurrection et commettent des attentats terroristes dans tout le Moyen Orient, en Afrique, en Asie et dans certaines villes d'Europe. Il existe peu de principes convenant à toutes les parties sur lesquels fonder des accords de paix exhaustifs, mais les négociations pourraient atténuer l'intensité de certains conflits. Ni les groupes affiliés à al-Qaïda ni ceux affiliés à l'EIIL ne participent aux négociations.

- Le développement et l'utilisation d'armes de destruction massive (ADM) resteront des sujets de préoccupation constants. La technologie des armes ne fera pas de progrès aussi fulgurants que ceux de la technologie de l'information, mais les risques de prolifération ou d'erreurs d'appréciation continueront de nécessiter une attention et une surveillance constantes.

- En tant que développeur d'armes nucléaires et de missiles balistiques, la Corée du Nord demeure un pays suscitant de fortes préoccupations. L'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires, entretiennent toujours des relations conflictuelles. Certains acteurs non étatiques sont déjà en mesure de fabriquer et d'utiliser des armes chimiques.

Malgré les difficultés que cela représente, ils vont aussi probablement tenter d'utiliser des « bombes sales ».

- Le risque qu'Internet et les cybertechnologies deviennent des facteurs de perturbation stratégique est élevé et pourrait même se concrétiser au cours des deux prochaines années. Les cybermenaces et la technologie de l'information évoluent rapidement et demeureront une préoccupation de premier plan des États, des acteurs non étatiques, des entreprises privées et des citoyens ordinaires.

- La politique étrangère des États-Unis influe toujours énormément sur le comportement des pays du Moyen-Orient et de l'Asie. L'engagement de Washington sur la scène mondiale est important pour les pays qui songent à acquérir ou peut-être à utiliser des armes de destruction massive. La politique étrangère du candidat qui sera élu président des États-Unis en novembre 2016 sera donc un déterminant important de la dynamique internationale au cours des deux prochaines années. Les dirigeants des États-Unis, de la Russie et de la Chine devront dialoguer au sujet des crises au Moyen-Orient, en mer de Chine méridionale et en périphérie de la Russie.

La Chine à la croisée des chemins

En imposant son autorité absolue, le président Xi a effectué un retour en arrière dans une Chine qui s'orientait vers une gouvernance collective. Ce virage a eu des répercussions sur la politique économique du pays et sur les stratégies visant à assurer la sécurité en Chine et à l'étranger.

- M. Xi s'est imposé en tant que leader suprême et visionnaire. Il est maintenant déterminé à cultiver un culte de la personnalité qui n'est pas facile à abolir. À court terme, son avenir politique n'est pas menacé, mais à long terme, rien n'est certain. Le nouveau style de gouvernance du président ainsi que l'homme lui-même sont fragiles.

- La transition vers une économie de consommation ne se fait pas sans heurts, M. Xi tentant de marier économie de marché et gestion économique centralisée. Les inquiétudes

au sujet des conséquences des mesures arbitraires de l'État exacerbent une fuite des capitaux. Cette formule de gestion centralisée conjuguée à une économie de marché peut survivre pendant deux ans encore. Toutefois, étant donné la complexité de l'économie chinoise et internationale, elle n'est pas viable à long terme.

- La politique d'affrontement de la Chine en mer de Chine méridionale est rattachée à la fierté nationale chinoise. La réaction des alliés des États-Unis dans la région dépend, quant à elle, de la mesure dans laquelle ils croient que Washington respectera ses engagements. Les liens entre les politiques chinoises, les réactions des pays de la région et les intentions des États-Unis font augmenter les risques de conflit, lesquels pourraient être alimentés par une décision du Tribunal international sur le litige en mer de Chine méridionale. La Chine risque non seulement de s'aliéner la sympathie de Taïwan en raison de son régime de plus en plus autoritaire, mais aussi de voir ses relations avec les États-Unis ou la Corée du Nord se détériorer à cause des programmes nucléaires et balistiques de cette dernière.

Le tissu politique du Moyen-Orient

L'instabilité au Moyen-Orient repose sur la question non résolue du rôle de la religion dans la vie publique. Le modèle de concurrence démocratique des Frères musulmans a été remplacé par le recours de l'EIIL à la violence extrême pour instaurer et gouverner le califat.

- Le coup d'État en Égypte qui a chassé les Frères musulmans du pouvoir, ainsi que le massacre des partisans de la confrérie sur la place Rabaa en août 2013, ont discrédité le plaidoyer des Frères musulmans en faveur de l'engagement démocratique. Il semble qu'une des leçons tirées de l'expérience égyptienne soit que les exigences de la création d'un État islamiste et celles du partage du pouvoir démocratique sont inconciliables.

- En Égypte et dans quelques autres pays majoritairement musulmans, l'islam a toujours été une force d'unité nationale. Cela peut changer lorsqu'un parti politique intègre un objectif explicitement islamique dans son

programme. La concurrence politico-religieuse pour le pouvoir peut alors enclencher un cycle de méfiance, de répression et de déstabilisation.

- L'EIIL s'est emparé d'un territoire, a déclaré l'instauration d'un califat et a mis en place ses propres structures de gouvernance. La notion du califat est très populaire auprès d'un grand nombre de personnes dans le monde musulman. Quel que soit le sort qu'il connaîtra, le califat de l'EIIL servira de modèle aux futures milices extrémistes qui croient pouvoir prendre le contrôle d'un territoire et établir une structure de gouvernance.

L'imprévisibilité prévisible de la Russie

Malgré la piètre performance économique de la Russie, rien ne donne à penser qu'elle empêche le président Vladimir Poutine de consolider son pouvoir absolu ou qu'elle freine le programme de modernisation des forces armées russes.

- Les observateurs occidentaux exagèrent lorsqu'ils disent que la Russie est au bord de l'effondrement économique et vulnérable à des manifestations de mécontentement perturbatrices de la part de la population. La Russie s'adapte aux conditions défavorables, l'économie étant délibérément axée sur la sécurité plutôt que sur la libéralisation économique. De plus en plus, le pouvoir politique en Russie est concentré au niveau national dans le but de corriger les dysfonctionnements systémiques. Le régime actuel semble cohérent, durable et uni au centre.

- La Russie considère qu'elle est entourée d'un arc d'instabilité et de chaos et qu'elle fait face à un « choc des civilisations ». Elle attribue les conflits à sa périphérie à l'hostilité et à l'incompétence des Occidentaux.

- Il y a lieu d'insister sur deux tendances. Premièrement, la Russie ne modernise pas son armée dans le but premier d'accroître sa capacité de mener une guerre hybride. Elle vise plutôt à renforcer ses capacités militaires conventionnelles à grande échelle. Autrement dit, elle se prépare à la guerre. Deuxièmement, sur les questions importantes qui provoquent des tensions internationales,

le régime ne modifie pas ses politiques, mais choisit plutôt de les renforcer.

Armes de destruction massive

Il y a peu de risque que des ADM soient utilisées, ou que leur prolifération augmente considérablement, d'ici deux ans. Cependant, la prolifération des technologies et de l'expertise connexes se maintiendra. À long terme, le risque sera donc plus grand que les armes nucléaires et chimiques, ainsi que leurs vecteurs balistiques, soient présents dans davantage de pays, ce qui sous-entend un plus grand risque d'utilisation.

- Le commerce international, les mouvements de populations et l'instabilité dans certains pays favorisent la propagation de l'expertise en matière d'ADM. Il semble y avoir peu de chances d'une amélioration correspondante des mécanismes de contrôle de la prolifération. L'envie d'acquérir des ADM continuera de dépendre de l'équilibre entre les puissances régionales, des interventions militaires – particulièrement des puissances occidentales – ainsi que de la nature des régimes, selon qu'il s'agit de démocraties libérales ou de dictatures autoritaires. La façon dont le nouveau président des États-Unis sera perçu sera également un facteur important.

- L'Arabie saoudite, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran, le Pakistan et la Russie sont les pays qui risquent le plus d'acquérir, de transférer ou d'utiliser des ADM. De plus, la Russie et la Corée du Nord pourraient exporter des missiles balistiques. La Corée du Nord reste le plus imprévisible des pays pouvant posséder l'arme nucléaire. Les tensions entre l'Inde et le Pakistan représentent le plus grand danger d'un affrontement direct entre États nucléaires.

- Le comportement que l'Iran adoptera au cours des prochaines années permettra de se faire une idée de ses intentions à l'égard de l'accord visant à mettre fin à ses activités de développement de l'arme nucléaire et de ce qu'il a l'intention de faire à l'expiration de l'accord.

- Certains acteurs non étatiques pourraient se servir de drones pour déployer leurs ADM. L'EIIL dispose déjà d'armes chimiques. Comme d'autres, il pourrait être tenté de se faire une place dans le secteur des armes biologiques et radiologiques au cours des prochaines années.

Cybermenaces

La cybersécurité demeurera un important sujet de préoccupation pour les États, les entreprises du secteur privé et les particuliers. Étant donné le haut taux d'innovation technologique, la prédominance des logiciels commerciaux prêts à l'emploi et le nombre toujours plus grand d'appareils dotés de logiciels embarqués et impossibles à modifier, le risque de cyberattaques gardera une longueur d'avance sur les capacités de défense.

- L'utilisation continue de technologies commerciales signifie que les vulnérabilités des systèmes peuvent être connues, échangées et largement exploitées. Les liens entre les réseaux engendrent une interdépendance qui rend les systèmes importants extrêmement vulnérables à un effondrement rapide et catastrophique, nécessitant une longue période de réparation. Comme le nombre des cyberopérations augmente, la proportion relative des attaques pourrait diminuer. Toutefois, le risque d'attaques catastrophiques est toujours plus grand.

- La prolifération des appareils ayant des systèmes embarqués — l'Internet des objets — ajoute un nouveau danger. Les appareils seront de longue durée et vulnérables aux attaques, mais il sera impossible d'en modifier le logiciel à distance.

- L'utilisation par les États d'armes permettant de commettre des cyberattaques ne sera pas aussi limitée que l'utilisation des armes nucléaires parce qu'il est difficile de remonter jusqu'à l'agresseur en cas de cyberattaque.

Il ressort de l'évaluation des sujets abordés dans la présente étude que la période de 2016 à 2018 risque très fortement d'être marquée par des événements déstabilisants et des tensions internationales accrues.

CHAPTRE 1

La Chine : des années dangereuses en perspective

Chapitre 1 – La Chine : des années dangereuses en perspective

Prédire l'avenir de la Chine est un jeu risqué. Il est généralement admis que l'histoire de la Chine évolue de façon cyclique, de longues périodes de stabilité étant suivies de périodes de chaos ou de changement révolutionnaire occasionné par la perte de légitimité des instances dirigeantes. Comme pour tout régime autoritaire qui instaure des politiques et des institutions fragiles, il est difficile de prédire à quel moment de tels changements se produiront. Même si l'on croit qu'un élément ou même l'ensemble du régime doit céder à un moment donné, la mobilisation autoritaire peut toujours permettre de retarder une telle éventualité. Pour les dirigeants de tels régimes, ce sont en fait les caprices de la démocratie qui risquent d'entraîner des changements soudains et injustifiés.

Le risque d'un effondrement du gouvernement a disparu sous le régime de Deng Xiaoping, qui a su apporter des réformes ou des adaptations par vagues à mesure que son pouvoir augmentait. Il en a été de même avec ses successeurs, qui ont toutefois adopté une approche plus progressive. En fait, M. Deng avait le sens de la temporalité. Par exemple, il a conclu une entente prévoyant le maintien pendant 50 ans du système économique de Hong Kong et a reporté « à la prochaine génération » le règlement des conflits territoriaux entre la Chine et le Japon. Dans le même ordre d'idées, les deux rapports les plus influents sur les réformes apportées par l'administration Hu-Wen étaient intitulés « La Chine en 2030 ». Par contre, Xi Jinping n'a pas établi d'échéancier de ce genre alors qu'il consolide son emprise sur le pouvoir. Les régimes autoritaires n'ont pas de date limite et n'envisagent aucune échéance, alors que les démocraties sont à la merci de cycles électoraux. En Chine, c'est souvent la combinaison de cycles stratégiques et dynastiques qui guide les travaux des analystes. Lorsqu'on parle de cycles stratégiques, on pense au règne de Mao et aux vicissitudes de la réforme amorcée en 1979. Quant aux cycles dynastiques, ils expliquent l'obsession des dirigeants de maintenir le régime à tout prix.

Un soulèvement des classes inférieures est toujours possible en cas de perte manifeste de légitimité du régime. Toutefois, les instruments de contrôle politique (campagnes massives et technologie) dont dispose un régime coercitif et riche en ressources sont redoutables. Réformer le régime à partir des

échelons supérieurs est totalement exclu, comme en témoignent les tentatives de Mao, qui se sont avérées désastreuses non seulement pour ses collègues, mais pour la population en général. Sous le régime de Deng Xiaoping, le sort réservé à ses deux lieutenants successifs, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, qui ont tenté de faire changer les choses en 1986 et 1989, a montré encore une fois à quel point de tels efforts étaient vains. Xi Jinping a souligné qu'il fallait absolument éviter que la Chine et le Parti communiste chinois (PCC) connaissent le même sort que l'ex-Union soviétique sous Mikhaïl Gorbatchev.

Au cours des trois premières années de ce que l'on peut maintenant appeler le règne de Xi Jinping, la rigueur du régime n'a fait que s'amplifier. On sait maintenant que la Chine ne deviendra jamais un état de droit (le Parti et la bureaucratie de l'État gouvernant plutôt par décret), alors qu'il subsistait jusque-là une certaine lueur d'espoir. La répression des activistes de toutes sortes et des conseillers juridiques qui osent les défendre s'est intensifiée dans une mesure inégalée depuis la mort de Mao. Même l'idée de gouvernance collective a été abandonnée, les collègues de M. Xi étant apparemment intimidés par la campagne anticorruption. Ce dernier est d'ailleurs de plus en plus désigné sous le nom de « grand dirigeant ». Les services de sécurité d'État chinois étendent leur influence à l'étranger, c'est-à-dire jusqu'à Hong Kong, en Thaïlande, en Australie et même aux États-Unis. La réforme qui, il y a trois ans à peine (2011-2012), semblait vouloir prendre la forme d'une réorganisation majeure des institutions de haut en bas, se résume en fin de compte à une myriade de petits changements administratifs et techniques, personne ne voulant apparemment s'ériger en porte-étendard d'un projet de réforme plus vaste. On assiste à une renaissance de l'idéologie communiste, alors que les réalisations des années 1950 et l'image de Mao comme figure de proue sont ramenées à l'avant-scène et alimentent la machine de propagande du Parti. Si Xi Jinping a accusé Gorbatchev d'être un liquidateur, il cherche à se poser en tant que force « restaurationniste » du PCC, pour reprendre le terme employé à l'époque de Lénine et de la dynastie Qing.

Grandes tendances qui influent sur la scène politique chinoise et qui sont susceptibles de perforer l'armure que Xi Jinping a réussi à recréer

Revers de fortune pour l'économie chinoise

L'auteur appartient à l'école de pensée qui croit qu'après avoir fait un énorme battage autour de la croissance miraculeuse de la Chine, les observateurs internationaux exagèrent maintenant l'état d'urgence économique dans lequel se trouverait le pays. Le ralentissement de la croissance était non seulement prévu, il était même souhaité, du moins par certains dirigeants de l'ancien gouvernement qui préconisaient la réforme. Le cadre dans lequel s'opère la transition (d'une économie dont la croissance repose sur les ressources et les investissements à une économie de consommation axée sur les services et la haute technologie) se heurte toutefois à des obstacles. La réglementation des marchés boursiers et la libéralisation de la devise ont, de toute évidence, été mal gérées. Les inquiétudes relatives au ralentissement de la croissance ont mené, en 2015, à une autre vague d'emprunts pour stimuler l'économie. Cette mesure n'a toutefois pas été accompagnée de la croissance qu'elle avait permis de soutenir jusque-là. Autrement dit, malgré la stimulation effrénée de l'économie par le gouvernement chinois, la croissance ralentit.

Les instances dirigeantes chinoises voient donc se ternir l'aura d'invincibilité en matière de gouvernance qui les protégeait. Au mieux, il s'agit d'un désastre du point de vue des communications. En mettant les choses au pire, la situation témoigne d'une mauvaise compréhension des règles de l'économie par les dirigeants, qui croient pouvoir exploiter un régime de marché attrayant à l'échelle internationale tout en prenant des mesures musclées pour corriger ce même régime. Ces difficultés économiques sont à l'origine d'un autre phénomène : les entreprises de la Chine ayant des liens à l'échelle internationale et les citoyens chinois ayant des actifs à protéger se précipitent vers l'étranger. Comment interpréter autrement la sortie de capitaux de 1,1 billion de dollars américains par année[1] qui dépasse maintenant les 100 milliards de dollars américains par mois? Les explications données, c'est-à-dire que les entreprises et les particuliers abandonnent progressivement leurs paris sur le cours du dollar en prévision d'une levée sur la restriction à l'achat de dollars, que les autres devises détenues dans les réserves de change de la Chine

sont dévaluées et que les données d'exportation sont fabriquées, ne formulent aucune hypothèse et ne font que décrire la façon dont les sorties de fonds s'effectuent.

Il n'existe aucune justification rationnelle à cet exode, si ce n'est deux facteurs psychologiques. Premièrement, on croit que le dollar continuera de s'apprécier et que le yuan cessera d'être ancré sur le dollar et sera donc dévalué, que ce soit un objectif ou non des instances dirigeantes. Deuxièmement, on craint de plus en plus que les mesures arbitraires prises par les dirigeants chinois menacent la richesse acquise et les entreprises. La classe moyenne supérieure et les entrepreneurs chinois, qui ont souvent des relations en haut lieu, ont toujours vu la corruption comme un mal nécessaire dans les relations d'affaires et comme un moyen d'accéder à la fortune. C'est aux classes inférieures que la corruption déplaît. La campagne dirigée par Xi Jinping et Wang Qishan, chef de la redoutée Commission centrale pour la discipline du PCC, a déclenché un exode des capitaux semblable à celui qui a été observé en Amérique latine.

Les revendications de la Chine en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale mettent sérieusement à l'épreuve la résolution de la communauté internationale

À première vue, le contexte de l'enjeu est rassurant. La Chine a certes déjà flirté avec plusieurs lignes rouges, mais sans jamais les dépasser, sauf dans le cas du Vietnam (1974, 1988 et 2014), un pays sans alliés. Quant aux économies voisines, elles entretiennent des liens tellement étroits avec la Chine qu'elles agissent en tant que frein — même le Japon, le pays qui aurait le plus de raisons de forcer la Chine à dévoiler son jeu plutôt que d'avoir à faire face plus tard à une superpuissance militaire. De leur côté, les États-Unis ont fait des concessions tacites établissant des « zones grises » en tolérant les positions fermes de la Chine sans que l'alliance prenne de contre-mesures. Il existe actuellement trois zones grises. La première porte sur l'incursion dans les eaux sous le contrôle administratif du Japon situées près des îles de Senkaku (ou Diaoyu) — d'abord à l'aide de bateaux de pêche, puis de bateaux munis d'armement léger des forces navales de la Chine et, enfin, en décembre 2015, d'une première frégate armée. Une autre zone grise a trait à la crise qui perdure depuis juin 2012 dans l'atoll de Scarborough aux Philippines : tout en se gardant de déclencher un conflit militaire direct, la Chine a bloqué l'accès des Philippins à la

zone. Quant aux États-Unis, ils n'ont pas tenu la promesse qu'ils avaient faite au début de 2013 d'assurer aux autres pays concernés le libre accès à leurs îles. Une troisième zone grise concerne la liberté de navigation, que ce soit par voie maritime ou aérienne. Même si les États-Unis contestent les restrictions imposées par la Chine, les actions de cette dernière ont un effet de dissuasion sur les autres pays, qui manifestent leur opposition en paroles seulement.

La situation comporte de nombreux dangers imminents. D'abord, doutant de la mesure dans laquelle les États-Unis peuvent donner suite à leurs engagements, les alliés de Washington dans la région, surtout le Japon, pourraient être tentés de les remettre en question. Ensuite, même si l'administration Xi reprend petit à petit le contrôle de l'opinion publique en Chine et ravive le sentiment nationaliste, le régime n'est pas à l'abri d'un revers sur le plan de la souveraineté et de la fierté nationale. C'est peut-être effectivement la crainte d'une réaction plus vive de la part des Chinois qui a empêché le Japon de manifester son opposition dans la région. Enfin, le risque qu'un conflit éclate accidentellement augmente. L'installation récente par la Chine de missiles surface-air dans les Paracels ne fait qu'accroître cette possibilité.

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis ont réorienté leur stratégie en Asie-Pacifique afin de privilégier la stabilité plutôt que le changement. Cette concession a connu énormément de succès jusqu'à la fin de 2009, mais est maintenant contestée par la Chine. D'ailleurs, les secteurs possibles de coopération entre les deux pays — Corée du Nord, politique sur les changements climatiques, FMI, négociations à l'ONU — se font de moins en moins nombreux. Xi Jinping semble aussi avoir un problème de crédibilité — sa déclaration en septembre 2015, alors qu'il était en visite aux États-Unis, selon laquelle la Chine n'avait aucune intention de poursuivre la militarisation dans la mer de Chine méridionale ressemble à celles de Vladimir Poutine au sujet de la crise en Ukraine.

Contestation politique au sein même du régime

Xi Jinping semble croire que resserrer son emprise sur les médias, les organismes de propagande et de surveillance et le système judiciaire, faire en sorte que le Parti contrôle toutes les administrations et regrouper tous les dossiers sous son autorité

personnelle constituent les seuls moyens d'éviter l'affaiblissement du régime et, ultimement, la chute du PCC. En 2012-2013, son plus proche adjoint, Wang Qishan, avait conseillé aux cadres à plusieurs reprises de lire les œuvres d'Alexis de Tocqueville. L'observation de Tocqueville qui s'applique le plus à la Chine est, bien sûr, celle selon laquelle les régimes courent des risques plus grands lorsqu'ils entreprennent des réformes. L'équipe de gouvernance formée de MM. Xi et Wang lutte contre la corruption politique, ce qui lui permet d'exercer un contrôle, modifie de façon subtile les règles qui, souvent, ne sont pas appliquées intégralement, et refuse catégoriquement toute réforme politique.

Il s'agit d'une combinaison dangereuse. Selon un expert chinois haut placé, Xi Jinping tente d'incarner à la fois Mao, le Grand Timonier imprévisible, et Zhou, l'administrateur méticuleux. Le premier ministre Li Keqiang est tellement peu visible que même les rumeurs à son sujet sont maintenant très rares, comme si sa présence importait peu. Par ailleurs, M. Li se rend rarement à l'étranger, ce qui n'est pas le cas de M. Xi.

Bien que les politiques régressives de M. Xi rappellent l'ère maoïste, elles ne représentent pas pour autant un retour à l'idolâtrie de Mao. En tant que figure dominante, il est vrai que Mao a un effet dissuasif sur ceux qui seraient tentés d'apporter des changements politiques, mais il ne faut pas en faire de nouveau une idole. D'ailleurs, on semble voir apparaître les éléments d'un culte de la personnalité autour de M. Xi. Ce ne peut qu'être intentionnel. En fait, l'entrevue hautement inhabituelle qu'il a accordée à une revue chinoise en 2000, intitulée « Comment je suis entré en politique »[2], semble être une reprise de la célèbre entrevue avec Mao réalisée par Edgar Snow en 1936[3]. Ce qui paraît clair, c'est que Xi Jinping ne peut se permettre de renoncer au pouvoir absolu qu'il a réussi à instaurer de nouveau. Il risquerait de faire face à une puissante réaction de la part de ses collègues et de tous les activistes qui le craignent en ce moment, puisque sa modération serait interprétée comme de la faiblesse. Son équilibre psychologique constitue un véritable enjeu pour l'avenir. L'homme s'est montré docile, souple et très capable de gérer les contradictions, y compris au sein de sa famille proche (sa fille bien-aimée étudiant depuis longtemps à l'Université Harvard, ce qui va tout à fait à l'encontre de ses préceptes). Toutefois, l'obséquiosité, la sous-estimation des réalités économiques et le culte de la personnalité sont des éléments qui ont mené à la

déchéance de Mao Zedong et du pays. Fait intéressant, Xi Jinping n'a jamais reconnu publiquement avoir commis une seule erreur.

Les risques psychologiques associés au pouvoir absolu sont très réels. M. Xi a mis fin à la trêve tacite qui empêchait les dirigeants du Parti d'obtenir l'élimination ou l'emprisonnement de leurs pairs. Tout échec évident de la politique étrangère ou économique de la Chine pourrait entraîner une contestation de son pouvoir au sein même du régime — ou l'adoption de méthodes autocratiques encore plus rigoureuses. Il y a deux ans seulement, on pariait que Xi Jinping s'orienterait vers un « léninisme consultatif », principe selon lequel les dirigeants s'appuient sur l'avis d'experts et des classes inférieures pour prendre des décisions ou rendre des arbitrages. Ce n'est plus le cas.

Scénarios possibles pour les deux prochaines années

Les perspectives pessimistes évoquées précédemment permettent d'échafauder les scénarios suivants. Des réserves s'imposent toutefois quant à la vitesse à laquelle certaines tendances pourraient s'installer.

Économie en déroute et conséquences

Même ce scénario inquiétant ne laisse pas présager une véritable crise monétaire ou économique. Les autorités ont plusieurs cordes à leur arc pour faire face aux conditions défavorables : utiliser les réserves de change accumulées pour renforcer encore davantage la compétitivité commerciale; révoquer certaines mesures de libéralisation des capitaux en Chine ou ailleurs, soit ouvertement, soit au moyen de « règles » administratives. À l'heure actuelle, ce n'est pas le compte des opérations avec l'étranger qui représente le plus grand risque — l'excédent commercial compensant la fuite importante des capitaux — mais bien l'accumulation de la dette intérieure. Le gouvernement a le choix de prendre des mesures de resserrement, qui favoriseront la libéralisation économique continue, mais risqueront d'avoir de sérieuses conséquences sociales et politiques, ou de relâchement de la politique monétaire, qui déplaceront à l'étranger une partie du fardeau de l'ajustement et obligeront la réimposition de contrôles des mouvements de capitaux plus officiels ou officieux. La montée du dollar pourrait faire contrepoids au risque politique. D'autres devises, comme le

yen et l'euro, sont plus vulnérables à la faiblesse du yuan sur le plan de la compétitivité commerciale.

Le scénario que nous envisageons pour les deux prochaines années comporte deux volets. Dans un premier temps, le yuan se déprécie et entraîne une fuite des capitaux — notamment des acquisitions importantes à l'étranger par de grandes entreprises ainsi que l'accélération des achats de biens immobiliers par des Chinois riches. Dans un second temps, le régime réagit en imposant encore plus de freins et en dissociant la Chine des marchés de capitaux mondiaux, d'où une baisse des acquisitions à l'étranger et, ainsi, la réduction ou l'annulation des liens actuels — comme le marché du yuan « offshore » (extraterritorial), la connexion établie entre les bourses de Shanghai et de Hong Kong ou les accords de swap avec les banques centrales.

Par ailleurs, le second volet de ce scénario émousserait tout désir de coopération internationale que pourrait avoir la Chine. Son mercantilisme et ses pratiques de dumping susciteraient une opposition plus vive, étant donné que le facteur compensateur, soit l'investissement de capitaux, serait moins important.

Sur le plan politique, les répercussions sont évidentes. Le statut de monnaie de réserve que le FMI a accordé au yuan, mais qui ne sera confirmé officiellement qu'en octobre 2016, pourrait être menacé. D'ici là, l'équilibre sur la scène intérieure entre les sociétés d'État ou les secteurs protégés, d'une part, et l'entrepreneuriat privé ou la nouvelle économie, d'autre part, est devenu plus important que les débats sur la libéralisation des échanges internationaux. L'économie de la Chine, qui s'orientait dans un tout autre sens que celui du régime de plus en plus isolé, est en train de s'y arrimer.

Ce scénario ne présage rien de bon à plus long terme. Il ne permet pas de justifier une libéralisation politique et étouffe les sources de croissance externes. On compte donc davantage sur les forces du marché intérieur et l'intervention de l'État. Quoi qu'il en soit, à court terme, ce scénario est quand même viable, surtout si l'économie mondiale tombe en récession et que d'autres grandes économies se livrent à la concurrence monétaire ou au mercantilisme. Aussi à court terme, l'économie de la Chine n'est pas moins concurrentielle. Au contraire, son excédent commercial qui ne cesse de gonfler contribue à restreindre la croissance

mondiale et pourrait représenter un problème important à l'extérieur de la Chine.

> *L'économie de la Chine, qui s'orientait dans un tout autre sens que celui du régime de plus en plus isolé, est en train de s'y arrimer.*

Sur le plan stratégique, Xi Jinping adopte des politiques fondamentalement axées sur le Parti, alors que, sur le plan économique, il opte pour le laissez-faire. Cette attitude aurait pu fonctionner dans l'économie à faible revenu d'il y a dix ans. Par contre, des choix plus clairs doivent être faits dans le monde actuel où l'économie et les finances sont interdépendantes, la technologie prend plus de place et les réseaux ouverts sur le monde extérieur sont plus nombreux. Malheureusement, sur le plan politique, ces réalités sont tout à fait contradictoires avec la façon dont Xi Jinping a évolué depuis le début de son mandat : il ne peut se permettre de menacer les membres de la classe dirigeante que parce qu'il garantit leur survie collective.

Obliger la Chine à dévoiler son jeu dans le cadre de ses revendications maritimes

Étant donné que M. Xi privilégie la gestion rigoureuse de toutes les questions touchant l'opinion publique et les médias et rejette catégoriquement la démocratie, il n'est pas étonnant que l'hostilité politique croissante envers la Chine des pays asiatiques voisins le laisse indifférent. Il doit plutôt tabler sur les victoires au sol remportées par la Chine au cours des dernières années.

Le problème, c'est qu'il n'y a peut-être plus beaucoup de victoires faciles pour la Chine. La relation avec Taïwan en est un exemple. La Chine a effectué un important rapprochement avec Taïwan, mais même le président taïwanais sortant, Ma Ying-jeou, qui s'accroche au consensus de Singapour de 1992 et à la formule « une Chine, deux interprétations »[4] afin de décourager les velléités indépendantistes après son départ, n'a pas réussi à faire progresser les relations politiques avec la République populaire de Chine (RPC) pendant son mandat. La Chine est peut-être déjà allée trop loin en établissant la zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) dans la mer de Chine orientale, même si, pour l'instant, elle n'insiste pas sur sa mise en œuvre complète. Concrètement, la Chine a acquis l'accès aux eaux territoriales des îles Senkaku (ou Diaoyu), alors

que les autorités japonaises empêchent leurs propres pêcheurs d'accéder à ces eaux. À l'aide d'un navire quasi militaire, la Chine flirte à nouveau avec la ligne rouge — un pas de plus serait extrêmement risqué. Dans la mer de Chine méridionale, Beijing est sur le point de se doter de moyens de surveillance et même d'interdiction aérienne dans une certaine mesure. Il sera donc plus difficile de s'en tenir aux protestations verbales lorsque les États-Unis adopteront la doctrine de libre navigation. Pourtant, un affrontement aurait de vastes répercussions. Quant aux voisins asiatiques, ils sont pratiquement tous en train de se réarmer.

Une première épreuve pour la Chine pourrait venir au milieu de 2016. Si le tribunal international tranche en faveur des Philippines, il est presque certain que la Chine contestera la validité de la décision et qu'elle ne la mettra pas en œuvre. À quoi faut-il alors s'attendre? Avec l'éventuel soutien d'un groupe effacé de partenaires asiatiques qui souhaitent que les États-Unis renouvellent leur engagement à l'égard des alliances qu'ils ont conclues dans la région, les Philippines pourraient préparer une contestation concrète qui pourrait sembler pacifique : obtenir le droit de navigation et de réapprovisionnement dans les îlots auxquels les navires de l'Administration des océans ou de la garde-côtière chinoise ont bloqué l'accès. Une telle contestation est beaucoup plus probable que le déclenchement, largement prédit par les analystes, d'un conflit entre la Chine et le Vietnam. Bien que le Vietnam ait lancé une vaste campagne de diplomatie publique, il n'a pas porté l'affaire devant les tribunaux, espérant plutôt arriver à un règlement à l'amiable. Contrairement à la Crimée ou au Donbass, aucun groupe activiste aux actions incontrôlables n'est intervenu dans cette affaire. Le Vietnam est donc mieux placé pour obliger la Chine à dévoiler son jeu. Comme les États-Unis sont en pleine campagne présidentielle, les réactions de Washington sont plus difficiles à prévoir.

Le dossier de Taïwan représentera, de toute évidence, une deuxième épreuve pour la Chine. Ayant choisi de contenir l'opinion publique à Hong Kong, il lui sera difficile de laisser le nouveau président de Taïwan, Tsai Ing-wen, donner libre cours à ses sentiments nationalistes, et encore moins, exprimer des visées indépendantistes. Dans les deux cas —Hong-Kong et Taïwan — la perception d'un retour de la Chine à un régime plus autoritaire a mobilisé plus que jamais depuis 1989 l'opinion publique taïwanaise contre la RPC.

Le dossier de la Corée du Nord pourrait constituer une troisième épreuve. Il serait tentant de voir les récentes actions de la Corée du Nord — un quatrième essai nucléaire et la mise en orbite d'un satellite à l'aide de ce qui a été qualifié de missile balistique — comme la simple poursuite d'une tendance existante. Pourtant, la crédibilité des États-Unis est en jeu, tout comme celle de la volonté de coopération de la Chine sur le plan stratégique. La Corée du Nord, les changements climatiques et le statut de la Chine au sein du FMI sont les seuls trois secteurs de véritable coopération entre Beijing et Washington. Toutefois, le plan de coopération sur le climat a été renversé aux États-Unis (à la suite d'une décision de la Cour suprême) et la coopération sur les questions monétaires risque de se dégrader vu la nouvelle conjoncture économique en Chine. Il reste le dossier de la Corée du Nord, et ce, seulement si la Chine accepte d'imposer des sanctions plus sévères. Bref, d'ici l'an prochain, la Chine a le choix soit de se mettre les États-Unis à dos dans un autre dossier encore, soit de défier les dirigeants de la Corée du Nord, avec toutes les conséquences désastreuses que ces options pourraient entraîner : d'une part, perdre un atout en jouant dans la main des États-Unis et, d'autre part, déstabiliser la péninsule coréenne. Par contre, la Chine exercerait momentanément une influence sans précédent sur la Corée du Sud, bien qu'il ne soit pas garanti qu'elle puisse la maintenir. Dans une telle situation, une dégradation des relations avec les États-Unis semble être le scénario le plus plausible.

Une lutte de pouvoir aux échelons supérieurs

Il s'agit d'une hypothèse intéressante. Le fait que Xi Jinping a réussi à se réapproprier le pouvoir absolu, son utilisation de la campagne anticorruption à des fins politiques, la menace de plus en plus importante qu'il fait peser sur la tranquillité et la prospérité de la classe moyenne supérieure chinoise ainsi que les conséquences sur le plan social du ralentissement sectoriel dans certaines régions particulières sont autant d'éléments susceptibles de constituer d'importantes sources de mécontentement. La mesure exceptionnelle dans laquelle M. Xi arrive à contrôler l'opinion publique et les médias pourrait en fait entraîner une situation explosive. Un rival qui arriverait à asseoir sa légitimité pourrait soudainement obtenir beaucoup d'appuis.

Une telle éventualité n'est pas inconcevable. Au cours des dernières années, Bo Xilai et Zhou Yongkang ont effectivement

tenté de se poser en rivaux, d'abord conjointement, puis successivement.

Toutefois, les statistiques disponibles tendent à écarter cette possibilité. Aucun numéro deux (ni trois, ni quatre d'ailleurs) du PCC n'a jamais réussi à défaire un numéro un (à l'exception de Mao à l'époque révolutionnaire du Parti). Au-delà de certains « incidents de masse » localisés, les seules révoltes fomentées par des membres des échelons inférieurs qui ont eu un peu de succès, quoique temporaire, avaient été encouragées par le numéro un. Les luttes de pouvoir entre factions politiques alimentent le mécontentement. Toutefois, en tant que nouveau « grand dirigeant », Xi Jinping a les outils nécessaires pour réprimer tout mouvement de contestation de la part de ses collègues. L'opposition de l'Armée populaire de libération (APL), souvent citée au cours des dernières années, a été neutralisée grâce à d'importants remaniements de personnel et à la campagne anticorruption. Seule surprise, le général Liu Yuan, fils de l'ancien président Liu Shaoqi, nationaliste inconditionnel, défenseur des mesures anticorruption et proche de M. Xi, a été mis à la retraite au lieu d'être promu. Il faut supposer que le numéro un ne souhaite pas avoir un seul homme fort au sein de l'APL, même pas un ami proche. En fait, la purge pratiquée par M. Xi au sein des forces armées ressemble à celle à laquelle a procédé Kim Jong-un en Corée du Nord, sans la violence physique du moins jusqu'à maintenant.

S'il perdait la face à cause d'une erreur stratégique, le numéro un ne ferait probablement que durcir sa position. Le « président de tout » s'en est pris à presque toutes les factions, exploitant leur hostilité mutuelle pour renforcer son pouvoir absolu. Les seules personnes qui ont des chances d'être promues sont celles qui l'ont suivi dans sa carrière précédente, autrement dit, ses « copains ». Les analystes qui supposent qu'il vantera les mérites de sa propre faction au XIX^{e} Congrès national du Parti en 2017 ne tiennent pas compte du fait qu'il ne permet à aucune autre faction de subsister. Les risques psychologiques associés au pouvoir absolu sont très réels.

Nous avons donc affaire à un règne qui vient à peine de commencer et dont on ne peut prévoir la fin. Un expert chinois perspicace a signalé en privé qu'un trait dominant chez Xi Jinping est sa propension à modifier ses politiques. Il a donné l'exemple du

Japon, dossier que M. Xi a tout simplement abandonné après avoir semé la zizanie. Ainsi, il risque de laisser tomber le « rêve chinois » et peut-être même le projet « Une ceinture, une route » maintenant que l'exportation des réserves de monnaie est devenue moins nécessaire et que les marchés de l'énergie et des matières premières sont à la baisse. L'engagement qu'il a pris, lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015, d'assumer sa part de responsabilité dans les dossiers internationaux s'est estompé après une visite aux États-Unis qu'il aurait qualifiée de décevante. Malgré tous leurs impairs, Jiang Zemin (dans le cas de l'intervention contre Saddam Hussein en 2002) et Hu Jintao (dans celui de l'intervention en Libye en 2011) avaient assumé de plus grandes responsabilités.

> *Nous avons donc affaire à un règne qui vient à peine de commencer et dont on ne peut prévoir la fin.*

On assiste, au contraire, à une nouvelle montée du culte de la personnalité, lequel pourrait s'avérer plus fort que les restrictions imposées par la Constitution du PCC ou le droit coutumier tacite. Quelques observateurs osent avancer que Xi Jinping prendra sa retraite après dix ans et deux mandats. Les mêmes observateurs qui prédisent que M. Xi adoptera des politiques réformistes après le Congrès du Parti en 2017 le voient aussi en 2022 faire ce que Vladimir Poutine a fait, c'est-à-dire rétablir les élections directes en tant que tactique constitutionnelle. Ce sont là de vaines chimères. Même le régime autoritaire de la Russie comporte beaucoup plus de restrictions et d'éléments démocratiques que celui de la Chine d'aujourd'hui. La popularité de M. Poutine repose sur l'opinion publique, même s'il la façonne à sa guise. M. Xi, lui, n'a pas besoin de l'opinion publique.

Nous nous trouvons donc aux prises avec les conséquences à long terme d'un régime autoritaire et fragile qui a mis de côté toute la souplesse que les prédécesseurs de M. Xi avaient tenté de maintenir. Seule la détérioration de la santé de M. Xi pourrait changer le scénario à court terme. Cette éventualité ne serait pas pour autant un gage de stabilité puisque le président est un homme inconstant, opportuniste et parfois violent.

CHAPITRE 2

Facteurs de conflit au Moyen-Orient : le présent et l'avenir de l'islam politique

Chapitre 2 – Facteurs de conflit au Moyen-Orient : le présent et l'avenir de l'islam politique

L'effondrement du Moyen-Orient n'a pas débuté en 2011. La lutte pour instaurer un ordre politique légitime au Moyen-Orient est engagée depuis 1924, lorsque le califat ottoman a été officiellement aboli. Au cœur de cette lutte se trouve la question non résolue du rôle de la religion dans la vie publique et de la relation entre l'islam et l'État. Vus sous cet angle, les événements dévastateurs des dernières années (chaque année semblant pire que la précédente) semblent un peu plus logiques. La crise actuelle n'est que la dernière itération du « problème » de l'État arabe moderne, un problème qui n'est susceptible que de s'intensifier.

Le présent document ne vise pas à relancer la controverse classique au sujet de l'accord Sykes-Picot — sur la non-viabilité des États artificiels et arbitraires façonnés à partir des colonies européennes — en vogue depuis peu (quoique cette artificialité soit de toute évidence un problème). Les arguments développés ici au sujet des facteurs de conflit ont plus à voir avec les déficits de légitimité et de gouvernance découlant de l'incapacité de remplacer les structures califales prémodernes par quelque chose d'au moins aussi légitime.

Ces facteurs de conflit ne sont pas que des enjeux de politique et de pouvoir au sens normal du terme. Ils seraient plus faciles à régler s'ils l'étaient. Le conflit n'est pas avant tout une affaire d'inégalités économiques (même sous un éclairage idéologique), comme il l'a déjà été en Amérique latine. Dans des pays comme le Chili dans les années 1980, l'opposition socialiste pouvait assurer aux élites néolibérales que leurs intérêts matériels seraient protégés dans tout processus de transition. Il est toujours possible de trouver des solutions de compromis lorsqu'il est question d'intérêts matériels — des choses qui peuvent être quantifiées et mesurées. Mais comment s'y prend-on lorsqu'il s'agit de religion, d'idéologie et d'identité?

L'Égypte en tant qu'exemple type

L'Égypte est ce que nous pourrions appeler un « cas difficile » dans le contexte évoqué ci-dessus. C'est l'un des États les moins artificiels du Moyen-Orient. Le sentiment d'appartenance nationale

ou l'« Égyptianité » y est relativement bien développé. Une espèce d'exceptionnalisme égyptien — qu'illustre l'expression célèbre *oum el-dounia* (« mère du monde ») — fait depuis longtemps partie du discours politique et culturel du pays.

L'idée de l'État égyptien, et des inévitables largesses de sa bureaucratie, est antérieure à l'indépendance de l'Égypte. Pendant presque toute la période qui a suivi l'accession à l'indépendance, l'armée, la magistrature et les autorités religieuses étaient peut-être politisées, mais elles faisaient au moins semblant d'être au-dessus de la mêlée, entretenant une illusion d'indépendance et d'autonomie. Elles étaient largement perçues, même par les islamistes, comme les piliers de l'État.

Cette « qualité d'État », s'ajoutant au fait que l'Égypte est un des pays les plus homogènes de la région, donnerait à penser, toutes choses étant égales par ailleurs, qu'elle est plus susceptible de réussir économiquement et politiquement. Cela n'a pourtant pas été nécessairement le cas.

La politisation des institutions de l'État

Même ceux qui savaient que l'armée avait été incapable d'empêcher toute une série d'échecs, tant au pays qu'à l'étranger, avaient l'impression qu'il était interdit de la critiquer. Pendant le soulèvement de 2011, désobéissant aux ordres des collaborateurs du président Hosni Moubarak, l'armée a refusé d'ouvrir le feu sur la foule, rehaussant son image d'impartialité. Toujours consciente de la façon dont elle était perçue, l'armée a délibérément et invariablement martelé le message suivant : elle ne représentait aucun parti ni aucune faction, elle était le fidèle serviteur de la nation et elle protégerait les intérêts de l'Égypte, et seulement de l'Égypte.

Au milieu des années 2000 encore, la magistrature était portée aux nues pour son autonomie et son indépendance relatives, parce qu'elle résistait souvent aux visées autoritaires du régime Moubarak. Même sous l'autorité de Gamal Abdel Nasser — symbole, du moins avant Sissi, du sommet de la répression égyptienne — les tribunaux essayaient de garder au moins une certaine distance par rapport au démantèlement des Frères musulmans ordonné par Nasser.

Cependant, les institutions de l'État se sont empressées d'abandonner toute prétention de neutralité après le coup d'État de 2013. Pour la première fois, l'armée — soutenue par tous les organes de l'État, y compris les autorités religieuses — a tué un grand nombre de civils égyptiens appartenant à une faction politique précise, dans ce cas les Frères musulmans et leurs alliés. Le massacre de la place Rabaa, le 14 août 2013, a constitué, d'une certaine façon, un point de non-retour. Trop de sang avait coulé.

Les Frères musulmans et l'État

Avant 2011, les Frères musulmans, qui avaient à maintes reprises été les victimes des manipulations de l'armée au cours de leur histoire, évitaient de critiquer directement celle-ci. S'opposer à l'armée serait revenu à prôner la révolution, et les dirigeants des Frères musulmans n'avaient guère intérêt à démanteler ou à purger l'État. S'il leur fallait exprimer un blâme, ils pouvaient s'en prendre aux individus ou aux politiques, mais pas aux institutions. Ils n'avaient pas besoin de s'aliéner les institutions de l'État alors qu'ils espéraient, un jour, les rallier à leur cause par le processus démocratique. Pourquoi écraser l'État quand ils pouvaient plus facilement s'assurer ses services? C'est ce qui a orienté la stratégie du groupe pendant le printemps arabe. Comme l'a dit à l'auteur un ancien membre de l'administration Morsi, en repensant à cette période critique : « Notre approche réformiste a mené à un pacte intéressé avec l'armée[5]. »

Pendant la période qui a suivi le coup d'État, les jeunes activistes des Frères musulmans en Égypte — dont beaucoup reprochaient sévèrement à la vieille garde conservatrice du groupe de ne pas être suffisamment « révolutionnaire » — ont de plus en plus vu l'État non pas comme un adversaire à gagner à leurs vues ou à réformer, mais comme un ennemi à détruire. Les dirigeants traditionnellement prudents de la confrérie, sentant la pression de leurs militants plus jeunes, ont adopté une partie de ce discours. En ce sens, les Frères musulmans ont assurément tiré des leçons de l'échec de leur projet de 2011-2013, même si, de l'avis des observateurs de l'extérieur, ce ne sont peut-être pas les bonnes. Plusieurs dirigeants de la confrérie ont dit à l'auteur qu'ils ont effectivement des regrets, dont celui d'avoir cru que le système pourrait être amélioré peu à peu de l'intérieur.

Lorsqu'on pense à la radicalisation, on a tendance à mettre l'accent sur le recours à la violence. Mais, intellectuellement et philosophiquement, les attitudes à l'égard de l'État et de la façon de le modifier s'avèrent souvent plus importantes au fil du temps. Plus souvent qu'autrement, la violence est une question de moyens. L'État est une question de fins.

Les répercussions de cette réorientation de la façon dont les islamistes perçoivent l'État égyptien sont profondes et susceptibles de hanter l'Égypte longtemps encore. Qu'elles soient justifiées ou pas, les conceptions révolutionnaires de la politique, surtout lorsqu'elles se heurtent à un État intransigeant, sont susceptibles d'accroître l'instabilité, du moins à court terme. Comme l'État n'a pas intérêt à en tenir compte ou à les intégrer, les révolutionnaires tant laïques qu'islamistes sont plus motivés à jouer les trouble-fêtes. En ce sens, les structures d'incitation sont terriblement décalées parce qu'elles enclenchent une spirale de déstabilisation : l'opposition joue les empêcheurs de tourner en rond; le régime devient encore plus répressif; les attitudes révolutionnaires des activistes de l'opposition se durcissent.

L'État-centrisme des islamistes traditionnels

On s'imagine souvent que l'islamisme traditionnel — défini ici comme étant la théorie et la pratique politiques des Frères musulmans et des organisations qu'ils ont inspirées — est en conflit ou même en opposition directe avec l'État-nation moderne et l'ordre westphalien en général[6]. C'est inexact. Si l'on voulait résumer en une phrase l'islamisme traditionnel — l'idéologie qui a succédé au « modernisme islamique » de Mohammed Abdou et de Jamal al-Din al-Afghani à la fin du XIX^{e} siècle —, il faudrait le décrire comme l'effort en vue de concilier la loi islamique prémoderne avec l'État-nation moderne. Il convient d'insister sur ce point : l'islamisme est par nature un projet moderne et moderniste qui est, par conséquent, État-centrique. Wael Hallaq, éminent spécialiste du droit islamique, n'est pas d'accord avec les islamistes précisément pour cette raison, soutenant qu'ils sont devenus obsédés par l'État-nation moderne, à tel point qu'ils le « tiennent pour acquis et, en réalité, pour un phénomène intemporel[7] ».

Le projet de l'islam politique visait donc — pour le meilleur ou, selon Hallaq, pour le pire — à tenter de combler le fossé idéologique au cœur de la lutte pour instaurer un ordre

post-califat. Les islamistes ont fait ce qu'ils étaient censés faire, particulièrement dans les années 1990 et 2000 lorsque leurs interlocuteurs occidentaux et les partis laïques au pays ont intensifié leurs pressions pour les amener à être plus « modérés »[8]. Pourtant, plus les islamistes se faisaient à l'idée de la démocratie, des partis politiques et de l'État-nation, plus ils ont été rejetés et réprimés.

Même dans les meilleures circonstances (c'est-à-dire en Turquie), la participation des islamistes au processus démocratique est polarisante en elle-même, non seulement à cause de ce que les islamistes font, mais tout autant sinon plus à cause des réactions de leurs adversaires nationaux et internationaux qu'ils provoquent inévitablement. Même lorsque les islamistes ne sont pas la cause du problème, ils *sont* la cause du problème. Même quand ils font des compromis historiques, comme en Tunisie, ils incitent encore les partis libéraux et laïques à adopter des comportements antidémocratiques. (En Tunisie, les principaux partis laïques ont appelé à la dissolution du gouvernement ou de l'assemblée constituante démocratiquement élue, voire des deux).

Autrement dit, la polarisation est inévitable dès que l'islam cesse d'être, comme il l'a déjà été, une source d'unité et de solidarité et devient plutôt la province d'un parti politique. L'islamisme n'avait un sens qu'en opposition à quelque chose d'autre, et ce quelque chose d'autre était la laïcité. L'islam n'était plus uniquement une façon d'être. Il n'était plus l'ordre naturel des choses (comme il l'était à l'époque prémoderne). Il devait donc être réaffirmé et s'imposer de nouveau. Les partis islamistes se font alors concurrence pour le pouvoir de l'État, et lorsque l'État est fort et « surdéveloppé », comme c'est le cas dans une grande partie du Moyen-Orient moderne, il fait monter considérablement les enchères, ajoutant à la teneur existentielle de la concurrence politique.

Bref, les solutions État-centriques ou les solutions qui privilégient des États centralisés forts peuvent exacerber certains problèmes dont nous venons de parler. Il existe une autre manière de voir les choses : les exigences de la création d'un État — qui nécessite une accumulation et une centralisation des pouvoirs — et les exigences de la démocratisation — qui nécessite un équilibrage et une répartition des pouvoirs — peuvent souvent être en conflit. La présomption voulant que le premier doive toujours ou

nécessairement avoir préséance sur la seconde doit être mise en doute.

Transcender l'État

S'il fallait choisir une seule manchette du printemps arabe, ce serait le contraire de ce que l'on aurait souhaité que ce soit : la violence est réellement efficace. Cela s'applique non seulement aux groupes extrémistes comme l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL)[9], mais aussi aux régimes autoritaires qui ont réussi à se maintenir au pouvoir en multipliant les mesures autoritaires et en intensifiant constamment la répression.

Pour l'EIIL, des groupes comme les Frères musulmans sont des apostats, parce qu'ils ont renié la notion de Dieu en tant que seul législateur et insistent pour partager sa compétence avec celle de parlements élus. Cependant, la position de l'EIIL n'est pas uniquement théologique. Il invoque des arguments très précis pour expliquer l'échec des processus démocratiques. Ainsi, dans une vidéo de recrutement, un jeune Égyptien — juge dans un des tribunaux islamiques de l'EIIL — dit à la caméra que « les groupes islamistes qui participent aux élections n'ont pas la puissance militaire ou les moyens de défendre les gains réalisés au cours des élections. Après leur victoire, ils sont jetés en prison, ils sont assassinés sur les places, comme s'ils n'avaient jamais gagné [...] comme s'ils n'avaient jamais fait campagne pour leurs candidats[10] ».

Ce type de déclaration n'est pas vraiment nouveau. Al-Qaïda en a fait régulièrement de semblables vers le milieu des années 2000, surtout après que les Frères musulmans d'Irak eurent fait partie des gouvernements soutenus par les États-Unis qui se sont succédé au pouvoir à la suite de la guerre de 2003 en Irak.

Al-Qaïda et consorts ont allègrement rebaptisé les Frères musulmans *al-Ikhwan al-Muflisun*, ou « Frères en faillite » — un jeu de mots à partir de leur nom arabe. Cependant, bien qu'al-Qaïda puisse avoir joui d'un certain capital de sympathie au Moyen-Orient après les attentats du 11 septembre 2001, elle n'a jamais représenté, et ne pourrait jamais représenter, une véritable menace pour le modèle de changement politique proposé par la confrérie. Elle était habile à organiser des attentats terroristes, mais elle s'est révélée incapable de transposer ses succès dans la

sphère de la gouvernance. Plus important encore, sa vision de la création d'un État, dans la mesure où elle en avait une, n'a pas réussi à capter l'attention du monde ou l'imagination de dizaines de milliers de combattants en puissance et autres voyageurs. En outre, pendant cette période, les mouvements islamistes, malgré des ouvertures politiques extrêmement limitées, connaissaient des succès sans précédent aux urnes, en Égypte, au Koweït, au Pakistan, au Liban, en Arabie saoudite et ailleurs, donnant l'impression que les jérémiades d'al-Qaïda contre la démocratie étaient coupées de leur époque.

Si les laïcs et les libéraux se sont réjouis du coup d'État militaire du 3 juillet 2013 en Égypte, ils n'étaient pas les seuls. Les islamistes radicaux comme l'EIIL y ont vu une justification irréfutable de ce que les djihadistes de diverses tendances affirmaient depuis des années. L'EIIL est convaincu qu'il a profité du renversement de Morsi. Dans sa première déclaration après le coup d'État, le porte-parole du groupe, Abou Mohammed al-Adnani, s'adressant aux Frères musulmans et aux autres islamistes traditionnels, a dit : « Vous avez été démasqués en Égypte. » Il a parlé de la démocratie et des Frères musulmans comme étant les « deux idoles tombées[11] ».

Contrairement aux Frères musulmans, qui croyaient qu'il fallait accepter l'État existant et l'« islamiser » — tout comme ils pourraient « islamiser » la démocratie, le socialisme et le capitalisme —, l'EIIL croyait qu'il fallait bâtir sur des fondations totalement différentes. Il s'agissait d'une conception nouvelle et plutôt particulière de l'islam appliqué des idéologues islamistes des temps modernes. Comme nous l'avons déjà vu, les exigences terre-à-terre de la gouvernance et l'absolutisme religieux ne font pas bon ménage. On serait porté à penser que de telles tensions sont décuplées dans le cas d'un groupe comme l'EIIL dont les buts sont effrontément maximalistes et même apocalyptiques. Pourtant, en détrônant l'État-nation et l'architecture régionale — il n'a pas d'État commanditaire —, l'EIIL a également réussi à supplanter les contorsions incessantes de l'islamisme traditionnel. Autrement dit, la nature totalisante de l'EIIL n'est pas une erreur : elle est inhérente au modèle.

Il n'y a pas grand-chose qui donne à penser que ce modèle est viable à long terme. Comme l'a élégamment exprimé un observateur averti du Moyen-Orient, « le califat exige peut-être de

la prudence, mais l'apocalypse exige un abandon ». Cependant, ce n'est pas parce qu'il n'est pas viable en définitive que le modèle de l'EIIL ne peut pas inspirer une minorité petite, mais véhémente à l'échelle du monde arabe. Il l'a fait et il continuera de le faire. Plus encore, même s'il était défait demain, l'EIIL demeurerait un des projets de création d'un État les plus réussis et distinctement « islamistes » de l'époque moderne — quoiqu'il faille évidemment reconnaître que la barre n'a vraiment pas été placée haut. Tout de même, ce n'est pas une mince tâche, et si l'on souhaitait donner une image sensationnaliste de l'EIIL, il faudrait probablement la fonder sur ces considérations comparativement prosaïques.

> *(…) la nature totalisante de l'EIIL n'est pas une erreur : elle est inhérente au modèle.*

Même s'il le fait souvent uniquement de façon implicite, l'EIIL fait valoir une façon d'instaurer une gouvernance islamique « dans les règles » dans le contexte des États-nations modernes : pour garantir la fidélité au texte, il faut, fondamentalement, partir de zéro, parce que quand l'islamisme et l'État moderne tentent de se réconcilier, c'est toujours aux dépens du premier.

Ce qui nous amène au débat pénible et parfois circulaire visant à déterminer si l'EIIL est islamique. Il serait préférable de se demander comment l'EIIL aborde les textes saints de l'islam. L'auteur est d'avis qu'il est difficile — impossible, en fait — de soutenir que l'islamisme n'a rien à voir avec l'islam, alors qu'il existe un lien très clair, si on examine attentivement la façon dont les islamistes abordent la gouvernance. Comme Andrew March et Mara Revkin de l'Université Yale l'expliquent avec moult détails, le groupe s'est, en fait, doté de structures institutionnelles assez élaborées[12]. Dans les sphères théologiques et intellectuelles, l'EIIL ne s'est pas contenté de déguiser la brutalité baasiste sous des vêtements islamiques. Il a élaboré une politique à l'égard des minorités chrétiennes fondée sur un pacte conclu au VII^{e} siècle, tenté d'établir une jurisprudence islamique originale en matière économique et échafaudé une théorie hétérodoxe des relations internationales. Évidemment, cela ne signifie pas que l'EIIL n'est pas à des années-lumière de la pensée islamique telle qu'elle est pratiquée depuis 14 siècles — ce qui est souvent appelé la « tradition » islamique. En ce sens, il est à l'extrême périphérie de l'interprétation coranique. Cependant, c'est précisément l'idée. Loin de l'ignorer, l'EIIL s'en délecte. Le spécialiste américain

Will McCants offre un aparté intéressant à cet égard, soutenant qu'« en quelque sorte, l'EIIL fait des choses horribles afin de provoquer délibérément un débat sur l'"islamicité" de ses agissements et se réjouit de la polémique qui s'ensuit[13] ».

Le débat visant à évaluer la dimension islamique de l'EIIL découle en partie de problèmes d'interprétation des acteurs religieux et politiques à l'extérieur de leur contexte original. Par exemple, James Madison — un des pères fondateurs des États-Unis et le principal rédacteur de la Déclaration des droits — ne serait pas considéré comme un libéral de nos jours, étant donné qu'il a possédé des centaines d'esclaves au cours de sa vie. Bon nombre des philosophes des Lumières, aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles, étaient opposés au suffrage universel, croyaient en l'exclusion de certains groupes (p. ex. les athées, les catholiques pratiquants) et, en règle générale, redoutaient la participation des masses au processus politique. Pourtant, nous les glorifions de nos jours, non pas en fonction de nos critères actuels du libéralisme, mais bien de ceux de leur époque et de leur milieu.

Si l'EIIL avait existé au Moyen-Âge, il aurait été controversé et peut-être même jugé hérétique par certains, mais au moins quelques-uns de ses agissements — l'esclavage, le concubinage et la guerre aux États établis par exemple — n'auraient pas détonné autant à une époque où la brutalité était la norme dans la guerre, où l'ordre westphalien n'était qu'une abstraction lointaine, où la notion de démocratie libérale n'existait même pas et où l'idée des principes universels des droits de la personne n'aurait tout simplement pas eu de sens. À cet égard, l'EIIL est distinctement moderne. Après tout, peu de choses sont plus modernes que l'antimodernisme ostentatoire de l'EIIL.

Quelle est l'importance de la religion?

Dans une déclaration de septembre 2014, le porte-parole de l'EIIL Abou Mohammed al-Adnani a expliqué l'avantage particulier du groupe : « La mort au combat est une victoire », a-t-il dit. « Vous vous battez contre un peuple qui ne peut jamais être vaincu. Il est assuré soit de gagner, soit d'être tué[14]. » Dans ce sens des plus fondamentaux, la religion est importante, elle est même extrêmement importante. En tant qu'individus, la majorité (sinon la totalité) des combattants de l'EIIL non seulement sont prêts à mourir dans une flambée d'extase religieuse, mais le désirent.

L'absurdité de la chose à nos yeux d'Occidentaux n'a pas vraiment d'importance. C'est ce qu'ils croient. Ce point fondamental sur l'intention et la motivation ne s'applique pas uniquement aux groupes extrémistes, mais aussi aux groupes islamistes traditionnels, comme les Frères musulmans qui œuvrent à l'intérieur du processus démocratique, contestent les élections et adoptent un modèle graduel d'islamisation de la société. Comme l'a dit à l'auteur un des représentants officiels de la confrérie, beaucoup se joignent au mouvement « pour pouvoir aller au paradis ». Parlant des raisons pour lesquelles il était lui-même devenu membre de l'organisation, il a expliqué : « J'étais loin de la religion et ça me perturbait. Les islamistes ont résolu le problème pour moi[15]. »

Ce serait donc une erreur que de considérer les mouvements islamistes traditionnels comme des partis politiques conventionnels. Les diverses sections des Frères musulmans et les groupes qui y sont affiliés n'agissent pas uniquement pour ce monde, mais aussi pour le prochain. Ils visent à renforcer la nature religieuse des hommes au moyen d'un système d'appartenance à plusieurs niveaux et d'un processus élaboré d'enseignement offrant un programme structuré. Chaque frère fait partie d'une « famille », comptant habituellement de cinq à dix membres, qui se réunit toutes les semaines pour lire des textes religieux et en discuter. Pour de nombreux membres, c'est très simple. Faire partie de la confrérie les aide à obéir à Dieu, à devenir de meilleurs musulmans, ce qui, par le fait même, augmente leurs chances d'accéder au paradis et au salut éternel. Cela ne signifie pas qu'ils ne s'intéressent pas à la politique. Il est possible qu'ils voient plutôt l'action politique — qu'il s'agisse de se présenter aux élections pour devenir membre d'un conseil municipal ou de participer à une manifestation de masse — uniquement comme une autre façon de servir Dieu.

La tendance à voir la religion à travers le prisme de la politique ou de l'économie (plutôt que l'inverse) n'est pas nécessairement erronée, mais elle peut parfois faire oublier la puissance indépendante d'idées qui semblent, pour une bonne partie du monde occidental, désuètes et archaïques. Ceux qui ne voient plus la pertinence de la religion dans la vie de tous les jours peuvent avoir de la difficulté à comprendre que des gens soient capables et désireux de faire des choses apparemment irrationnelles au service de fins apparemment irrationnelles. Cependant, vu d'un autre

œil — si nous faisons de notre mieux en tant qu'analystes pour mettre de côté nos partis pris laïques — que pourrait-il y avoir de plus rationnel que de désirer et de chercher le salut éternel?

> *La tendance à voir la religion à travers le prisme de la politique ou de l'économie (…) n'est pas nécessairement erronée, mais elle peut parfois faire oublier la puissance indépendante d'idées qui semblent, pour une bonne partie du monde occidental, désuètes et archaïques.*

L'essor spectaculaire de l'EIIL n'est que l'exemple le plus frappant de l'impossibilité d'expliquer les réalités du Moyen-Orient au moyen du déterminisme libéral — cette notion selon laquelle l'histoire se dirige résolument vers un avenir laïque plus raisonnable. Évidemment, l'écrasante majorité des musulmans ne partagent pas l'interprétation rigide de la religion de l'EIIL, mais ce n'est pas ce qui présente le plus d'intérêt. L'EIIL, après tout, s'inspire, et tire ses forces, d'idées qui ont une résonance profonde au sein des populations majoritairement musulmanes. Elles ne sont peut-être pas d'accord avec l'interprétation que fait l'EIIL du califat, mais la notion d'*un* califat est une idée-force, même pour les musulmans ayant des valeurs plus laïques. Dans un sondage sur les attitudes à l'égard d'un califat (réalisé bien avant la montée de l'EIIL), en moyenne, 65 pour 100 des répondants en Égypte, au Maroc, au Pakistan et en Indonésie étaient d'accord avec l'objectif d'« unifier tous les pays musulmans à l'intérieur d'un unique État islamique ou califat[16] ». Ce concept transcendait l'idéologie, une majorité de nationalistes se disant même favorables à un califat[17].

Une porte de sortie?

Le rôle de la religion dans la vie publique est devenu le principal clivage politique dans une bonne partie du Moyen-Orient (quoiqu'il recoupe, à des degrés divers, les clivages économique, de classe et même linguistique). Les systèmes de partis sont les produits de l'histoire de leur pays. Au fil du temps, ils s'enracinent et deviennent autonomes. Ce qui se passe au début du processus de démocratisation n'est pas fortuit, et ne peut pas non plus facilement être renversé. C'est pour cela que les périodes de transition sont particulièrement tendues et polarisantes. Pourtant, les transitions au Moyen-Orient, qu'elles aient abouti à une

réussite ou à un échec, se sont révélées plus polarisantes que la norme.

À l'heure actuelle, les clivages religieux, identitaires et idéologiques ne sont guère susceptibles de passer à l'arrière-plan. Ils se sont plutôt enracinés en Égypte et en Tunisie et aggravés en Libye et en Turquie. En Syrie et au Yémen, les clivages idéologiques ont aussi pris de l'importance, quoique la situation là-bas soit relativement plus compliquée en raison des tensions interreligieuses de longue date entre sunnites et chiites. Pourtant, dans tous ces cas, et malgré leur très grande diversité, les fossés en question sont *fondamentaux* — ils ont trait à la nature, à la signification et au but de l'État-nation moderne.

Les hypothèses les plus optimistes — qui nécessiteraient des processus inclusifs de réconciliation nationale, la (ré)intégration des partis islamistes traditionnels et un mouvement conscient vers des démocraties consensuelles qui restreindraient le pouvoir exécutif et répartiraient les pouvoirs accaparés par un État centralisé à outrance — sont tout simplement inenvisageables dans la plupart des pays du Moyen-Orient (à l'exclusion partielle de la Turquie et de la Tunisie).

En fait, les facteurs mis en lumière dans le présent document pourraient provoquer davantage de déstabilisation, surtout si les États-Unis et les autres puissances occidentales n'ont pas une vision claire, forte et cohérente du Moyen-Orient. L'élargissement ou le rétrécissement du fossé entre les blocs favorables et défavorables aux Frères musulmans au niveau régional — qui reproduit la polarisation nationale —constitue une variable clé à cet égard. Comme l'Arabie saoudite concentre son attention sur la guerre au Yémen et y affecte des ressources considérables, son désaccord avec la confrérie risque de demeurer tel quel ou peut-être de s'atténuer encore. Cette exception partielle mise à part, cependant, il est difficile d'imaginer des scénarios dans lesquels des améliorations importantes seraient possibles à court terme.

Le rôle des États-Unis est une autre variable clé qui influence tout examen de ce qui pourrait, ou ne pourrait pas, se passer au cours des deux prochaines années ou un peu plus. La prémisse fondamentale de la stratégie de l'administration Obama à l'égard du Moyen-Orient a été baptisée par certains « doctrine de responsabilité » : reculer pour permettre à d'autres d'intervenir.

L'idée, ici, était d'encourager les pays arabes alliés à se montrer à la hauteur de la situation et à prendre leurs propres affaires en main. D'autres pays sont effectivement intervenus, mais de telle façon qu'ils ont stimulé les pires instincts des acteurs régionaux et engendré des guerres par procuration. Le désir des États-Unis de limiter leur participation au Moyen-Orient a fait naître un sentiment d'incertitude et même de panique dans la région, qui, à son tour, a exacerbé les clivages régionaux (que ce soit entre chiites et sunnites ou entre islamistes et anti-islamistes). La question est donc de savoir si cette position sera maintenue après la fin du mandat du président Obama ou s'il y aura un changement de cap, les nouveaux dirigeants américains cherchant à atténuer la teneur existentielle de la concurrence régionale — et, fait important, à donner l'impression que les États-Unis renouvellent leur engagement dans la région.

Conclusion

Il peut être difficile d'imaginer comment les choses pourraient aller plus mal encore au Moyen-Orient lorsqu'on voit à quel point la situation est déjà désastreuse. Il est toutefois bon de garder à l'esprit que c'est ce que de nombreux observateurs pensaient aussi en 2013, et de nouveau en 2014. À titre d'exemple, au cours d'une conversation au début de 2012, l'auteur et un ami se demandaient combien il faudrait de morts en Syrie avant que les États-Unis et leurs alliés interviennent militairement (en établissant des zones d'exclusion aériennes et terrestres, par exemple). L'auteur avait alors avancé le chiffre de 15 000 morts. Au moment de la rédaction du présent document, quatre ans plus tard, plus de 250 000 Syriens ont été tués.

Même si cela peut sembler moins évident, l'Égypte et la Tunisie sont deux pays dont la situation mérite d'être suivie. Bien que la Tunisie soit relativement prospère, la perspective de nouveaux attentats terroristes pourrait l'inciter à prendre des mesures autoritaires au nom de la stabilité et miner la confiance dans sa fragile démocratie. L'Égypte, de son côté, est un autre bon exemple de la difficulté d'imaginer des scénarios vraiment pires. Elle s'en est toujours sortie tant bien que mal, malgré des indicateurs politiques et économiques inquiétants, pendant la majeure partie de la période qui a suivi son accession à l'indépendance. L'Égypte a la chance — et la malchance — d'être un État fort. Les Frères musulmans se sont engagés dans un débat fascinant et inquiétant

sur le recours à la violence « défensive » — notamment mettre le feu à des voitures de police, prendre pour cible des agents des forces de sécurité qui ont commis des crimes contre des membres de la confrérie et commettre des actes de sabotage économique. Pourtant, ces discussions restent dans une large mesure théoriques, peu de membres de la confrérie y donnant concrètement suite. En fait, le plus étonnant en Égypte ce n'est pas qu'il y ait autant d'islamistes qui ont opté pour la violence, mais qu'il y en ait si peu. Pour le moment.

Au-delà de la situation dans certains pays donnés, l'évolution des intervenants sur l'échiquier de l'islam politique se révèle déjà être un des plus importants développements de l'après-printemps arabe. Pour la première fois, les Frères musulmans, qui ont longtemps été le plus grand et le plus influent des mouvements islamistes, ont été éclipsés par des acteurs plus à droite. À bien des égards, c'est le moment des djihadistes salafistes, non seulement parce qu'ils ont plus d'impact médiatique ou parce qu'ils sont en mesure d'influencer des sociétés occidentales au moyen du terrorisme, mais parce qu'ils battent la confrérie à son propre jeu. Les Frères musulmans ne peuvent plus aussi facilement affirmer qu'ils sont plus « pratiques » ou qu'ils sont meilleurs pour gouverner et fournir des services que leurs concurrents salafistes et djihadistes salafistes. Toutefois, la raison est encore plus profonde que cela. Contrairement au modèle « avant-gardiste » de changement politique, l'hypothèse de départ de la plupart des groupes islamistes traditionnels était que l'opinion et l'appui du peuple comptaient et que le « projet islamique » était voué à l'échec sans ce fondement populaire. Même al-Qaïda, contrairement à la croyance populaire, était (et est) très préoccupée par la façon dont les musulmans ordinaires la percevaient, ce qui explique en partie les tensions entre Ayman al-Zawahiri et Abou Moussab al-Zarkaoui, ce dernier étant brutal et tuant sans raison des civils, y compris des fidèles chiites.

Pourtant, l'EIIL a démontré qu'une poignée d'individus engagés sur le plan idéologique — même ceux qui poussent la brutalité à son paroxysme et s'aliènent la vaste majorité des musulmans — peut prendre, tenir et gouverner un territoire, ce que très peu d'autres groupes islamistes ont réussi jusqu'ici.

Les échecs des groupes islamistes traditionnels, et particulièrement de la confrérie des Frères musulmans en Égypte, ont également

entraîné une réévaluation de ce que signifie réellement la victoire. Même les partis islamistes qui ont le mieux réussi, comme le Parti de la justice et du développement (PJD) au Maroc, sont peut-être au pouvoir, mais n'ont qu'une capacité limitée de changer ou de transformer la société et la politique en raison de la domination de la monarchie. Pendant ce temps, au Pakistan, le Jamaat-e-Islami, un des rares groupes islamistes traditionnels qui se raccrochent à un modèle plus avant-gardiste, perd sans cesse les élections, recueillant moins de 10 pour 100 des votes. Il n'est pas particulièrement populaire, pourtant il est sans doute plus influent que le PJD étant donné ses liens avec l'armée et d'autres institutions de l'État et son rôle de lobby de la charia qui lui permettent de modeler les contours du débat public sur les principaux sujets de préoccupation.

C'est là une autre conséquence de l'émergence de l'EIIL. Il ébranle les hypothèses fondamentales des mouvements islamistes, captifs d'un modèle prévisible depuis quelques décennies : constituer des partis politiques, se concentrer sur les élections et travailler peu à peu à réformer les structures de l'État de l'intérieur. Ce modèle peut être une bonne chose en théorie, mais il ne semble pas avoir fonctionné.

CHAPITRE 3

La Russie d'ici 2018

Chapitre 3 – La Russie d'ici 2018

La plupart des analystes occidentaux envisagent l'avenir de la Russie avec pessimisme. Selon un rapport clé, la Russie serait aux prises avec des difficultés internes croissantes, dont une économie en perte de vitesse et un climat politique qui étouffe l'entrepreneuriat et mine le tissu social. Toujours d'après ce rapport, ces problèmes menacent la sécurité de l'Europe et la stabilité de la Russie. Les projets de réforme nécessaires se heurtent à des obstacles politiques quasi insurmontables, tandis que les facteurs qui ont fait sombrer l'économie russe dans la récession sont d'ordre structurel, conjoncturel et géopolitique. Par ailleurs, les pressions exercées par les marchés et les conflits externes posent des problèmes additionnels qui pourraient persister. Si le pays persévère dans la même voie — sur le plan tant de la gestion de l'économie que des relations internationales — l'Europe sera de plus en plus menacée et les conséquences pour la Russie seront coûteuses, sinon désastreuses. On affirme même dans le rapport que le nouveau modèle russe est insoutenable et que les gouvernements occidentaux doivent songer aux mesures qu'ils pourraient prendre pour faire face à différents scénarios de changement[18].

Même en Russie, les pronostics sont pessimistes, bien que les préoccupations soient quelque peu différentes. Selon des économistes, si l'économie de la Russie est à la croisée des chemins, il y de 45 à 50 pour cent de chances qu'elle sombre dans une stagnation complète et qu'elle se referme partiellement sur elle-même. Le vieillissement des technologies, le financement toujours plus disproportionné des entreprises de défense, l'hyperconcentration de la richesse, la nationalisation, la désindustrialisation et de faibles taux de croissance sont autant de facteurs qui ne feront qu'exacerber ce phénomène de « gel de l'économie ». Il y a par contre, selon Yakov Mirkin, chef du département des marchés financiers internationaux à l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales, de 30 à 35 pour cent de chances que l'on assiste plutôt à un « refroidissement contrôlé » de l'économie, soit une version quelque peu plus évoluée du phénomène de gel de l'économie, où de soi-disant « équipes de sauvetage » formées de jeunes technocrates qui apporteront certains éléments de modernisation[19].

Toutefois, dans une perspective plus large, on semble s'entendre pour dire que l'avenir de la Russie suscite de vives inquiétudes. Selon un futurologue russe, en raison de sa position au carrefour des civilisations européenne, moyenne-orientale et orientale, le pays lutte toujours pour se tailler une place sur l'échiquier mondial. Par ailleurs, si la frontière civilisationnelle qui sépare la Russie de l'Orient est plus ou moins bien définie, elle ne cesse de se déplacer vers l'ouest et au sud, où les puissances étrangères tentent constamment d'accroître leur sphère d'influence au détriment des intérêts russes[20].

Selon certains observateurs, vu les nombreux changements et bouleversements survenus dans le monde récemment, on peut s'attendre, chaque année, à une révolution ou à une transformation profonde de l'équilibre des pouvoirs à l'échelle mondiale. L'année qui vient sera loin d'être une exception, d'après Fyodor Lukyanov, directeur de la recherche du club de réflexion Valdaï. Il soutient que le phénomène de reconstruction de l'ordre mondial qui s'est amorcé au début de la décennie ne fera que prendre de l'ampleur, dans une évolution chaotique, jusqu'à l'avènement d'un nouvel ordre mondial d'ici 2030[21]. Selon Sergueï Karaganov, sur le plan de la politique mondiale, la principale mégatendance qui se dessine est celle de la « guerre de tous contre tous » qui fait rage au Moyen-Orient. Par ailleurs, l'escalade vertigineuse du conflit entre la Russie et l'Occident a fait surgir le spectre d'une nouvelle guerre – qui, selon certains, est inévitable – et a ramené les enjeux nucléaires à l'avant-scène[22].

Pour s'attaquer à la difficile tâche d'imaginer l'avenir, la plupart des futurologues russes se projettent dix ans en avant afin de transcender les problèmes du jour et de réfléchir à d'autres scénarios, dont de possibles événements rares à forte incidence et facteurs incontrôlables. Le présent document, par contre, présente des perspectives à court terme allant jusqu'en 2018. Celles-ci sont judicieusement fondées sur l'analyse des mégatendances à plus long terme, le contexte structurel dans lequel des événements se produisent et les certitudes relatives dans des domaines précis qui risquent peu de changer au cours d'une période aussi courte. Ces mégatendances permettent de faire des projections. Le présent document traite de trois mégatendances sur le plan de l'économie, de la politique intérieure et du contexte international. Dans chacune interviennent des facteurs susceptibles de changer la donne, c'est-à-dire de modifier le cours des événements envisagés

dans les projections. Il peut s'agir de facteurs directs, par exemple d'efforts conscients déployés par les décideurs pour influer sur le déroulement des événements, ou indirects, par exemple d'événements externes, souvent imprévisibles. L'analyse des mégatendances et de ces facteurs déterminants permet de cerner les thèmes à aborder dans les études prospectives, en extrapolant à partir de données plus concrètes.

Il est impossible de faire en toute confiance des prédictions précises sur la Russie de 2018. Toutefois, les tendances contextuelles sont très claires, puisqu'elles sont à la fois structurelles et renforcées par les mesures concrètes que le gouvernement russe ne cesse de prendre pour changer la donne et ont donc moins de chances d'être influencées par des circonstances défavorables. En fait, les événements fâcheux incontrôlables susceptibles de changer la donne pourraient même contribuer à accentuer ces tendances.

Les projections à court terme permettent de mieux mettre en lumière les grandes questions sur l'avenir de la Russie qui sont actuellement débattues. Par contre, certains enjeux fondamentaux ne sont pas examinés en profondeur. Le premier de ces enjeux a trait aux efforts constants de planification à long terme du gouvernement russe, non seulement de façon générale, mais également dans des domaines techniques précis. Au cours de la dernière décennie, de nombreux documents stratégiques portant sur la période allant jusqu'en 2020 ont été publiés, et une stratégie allant jusqu'en 2030 est déjà en voie d'être élaborée. Bien qu'il n'en soit pas question dans le présent document, ces efforts de planification expliquent certaines des mesures déterminantes prises par le gouvernement qui sont à l'origine des tendances de fond abordées ci-après.

Un autre enjeu fondamental rapidement évoqué dans la présente analyse a trait à la mise en œuvre d'une réforme économique qui permettrait de réduire la dépendance de la Russie à l'égard des hydrocarbures. Le gouvernement de la Russie a établi un échéancier clair à ce sujet. Dans sa stratégie énergétique jusqu'en 2030, il trace un plan de développement en trois étapes. Un virage vers l' « économie de l'avenir » n'est envisagé qu'à la troisième étape, à compter de 2022. Ainsi, les décideurs russes s'attendent à ce que le pétrole et le gaz demeurent, jusqu'en 2022, les locomotives de la croissance non seulement du secteur

énergétique, mais aussi de l'ensemble de l'économie nationale. L'importance relative des combustibles fossiles ne s'estompera que progressivement. La Russie a aussi l'intention de diversifier son commerce de l'énergie. Selon le ministère de l'Énergie, il est prioritaire d'accélérer l'entrée de la Russie sur les marchés de l'Asie-Pacifique. Il faudra toutefois attendre jusqu'en 2035 pour que les exportations d'énergie vers l'Asie atteignent 23 pour cent.

La démographie de la Russie est un troisième enjeu souvent abordé dans les analyses prospectives. La diminution marquée de la population depuis les années 1980, conjuguée à un faible taux de fécondité et à une population vieillissante, a des répercussions négatives à long terme sur l'économie et l'armée et, compte tenu du taux de fécondité plus élevé de la population musulmane russe, sur la composition ethnique de la société russe. Même si la plupart de ces problèmes ne commenceront à se faire sentir que dans dix ans, il vaut la peine de mentionner les deux points suivants.

Premièrement, les politiques à long terme sur le développement de la famille et les transports ont donné des résultats relativement encourageants. L'espérance de vie a augmenté pour atteindre 71 ans en 2013, et le taux de fécondité est passé de 1,3 enfant par femme en 2006 à 1,7 enfant par femme en 2012. Selon les données disponibles, la Russie connaîtrait une embellie démographique depuis 2012. En fait, en 2013, le pays enregistrait pour la première fois depuis 1991 une croissance naturelle de la population. Des problèmes de santé graves persistent dans le pays, mais le taux de mortalité attribuable aux accidents de la route, aux homicides et aux suicides a considérablement diminué.

Deuxièmement, même si la Russie enregistre un taux d'émigration élevé, elle est aussi le deuxième pays d'immigration au monde. En moyenne, quelque 300 000 immigrants arrivent en Russie chaque année, dont environ la moitié est constituée de Russes de souche. Ils viennent surtout de l'Eurasie, mais depuis 2014, on observe un important flux migratoire à partir de l'Ukraine. Quelque 2,2 millions d'immigrants sont arrivés en Russie en 2014, dont 89 pour cent venaient de l'Ukraine, et en 2015, il y en a eu 3 millions de plus, eux aussi pour la plupart en provenance de l'Ukraine. Ces flux migratoires permettront à la Russie d'enregistrer une croissance démographique jusqu'en 2018, même si la croissance naturelle commence à diminuer de nouveau à cause de la baisse marquée de la population en âge d'avoir des enfants.

Première mégatendance — L'économie de la Russie : une lente adaptation à des conditions défavorables

Le gouvernement de la Russie jouit d'une marge de manœuvre financière grâce à ses importantes réserves de change et à ses réserves d'or toujours croissantes, lesquelles totalisaient 371,6 milliards de dollars américains en janvier 2016. Il enregistre aussi un important excédent commercial. Toutefois, en 2015, la production industrielle a diminué de 4 à 5 pour cent, alors que les ventes au détail ont reculé de 8 pour cent et le salaire réel, de 10 pour cent. En fait, l'économie se heurte à un vaste éventail de problèmes, allant d'importantes sorties de capitaux au vieillissement et à l'obsolescence des machines industrielles ainsi qu'à l'insuffisance et à la décrépitude des infrastructures. Ces facteurs ont tous contribué à un ralentissement à plus long terme de la croissance économique, lequel s'est amorcé à la fin de 2011. L'effet combiné depuis 2014 de la chute des cours du pétrole (à l'origine de la baisse des revenus d'exportation[23]), des sanctions financières (et de l'accès restreint aux capitaux qui les accompagne) ainsi que des sanctions économiques (et de l'approvisionnement insuffisant en équipements qui en découle) n'a fait qu'exacerber ces problèmes d'ordre structurel.

Le ralentissement général de la croissance économique observé au cours des trois dernières années et demie s'est accéléré en 2015. Les statistiques officielles pour cette année-là indiquent en fait une contraction de 3,7 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Dans un discours prononcé en janvier 2016, le premier ministre Medvedev a déclaré que 2015 avait probablement été l'année la plus difficile de la dernière décennie pour la Russie et que le pays faisait face à des problèmes majeurs et simultanés. Le gouvernement continue de subir des pressions financières, car il a établi le budget de 2016 en se fondant sur l'hypothèse que le prix moyen du pétrole serait de 50 dollars américains le baril et le déficit budgétaire, de 3 pour cent, alors qu'en réalité, le prix du pétrole est demeuré sous la barre des 50 dollars américains. Il tente encore de réduire les dépenses budgétaires de 10 pour cent, les seuls secteurs protégés, selon Medvedev, étant les obligations internationales de la Russie, la sécurité, l'agriculture et les politiques sociales.

Si Medvedev a déclaré que la stimulation des investissements et l'élimination des obstacles à l'entrée sur le marché de capitaux

privés constituaient d'importantes priorités, de toute évidence, la mesure la plus déterminante prise par les instances dirigeantes russes est l'intégration de plus en plus manifeste de l'économie dans le cadre plus général de leurs préoccupations en matière de sécurité, tel qu'il ressort de la stratégie en matière de sécurité nationale publiée récemment. Les dirigeants russes cherchent à accroître l'autosuffisance de la Russie afin de réduire sa vulnérabilité aux mesures externes et de lui permettre d'être mieux à même d'agir comme un État indépendant. C'est pourquoi ils ont insisté pour que les secteurs stratégiques clés soient contrôlés par l'État, adopté en priorité une politique de substitution des importations et mis en œuvre des systèmes fantômes pour remplacer le système de paiement international SWIFT, au besoin. Une modification des structures organisationnelles a également été observée, comme l'établissement de commissions gouvernementales pour superviser l'application de la politique de substitution des importations. De façon plus générale, dans ses efforts de consolidation et de rationalisation de ses ressources budgétaires, le gouvernement a élargi le champ de compétences du ministère des Finances en janvier 2016 afin qu'il englobe l'impôt fédéral, les douanes, les taxes sur l'alcool et les services de supervision budgétaire. Quant au Kremlin, il resserre son contrôle sur les politiques macroéconomiques et le ministère des Finances même.

> *(…) de toute évidence, la mesure la plus déterminante prise par les instances dirigeantes russes est l'intégration de plus en plus manifeste de l'économie dans le cadre plus général de leurs préoccupations en matière de sécurité (…)*

Ces mesures étaient déjà en voie d'être mises en œuvre lorsque les États-Unis et l'Union européenne ont imposé leurs sanctions sectorielles. D'ailleurs, l'important budget adopté pour les financer et les lois édictées pour les réglementer donnent à penser qu'il s'agit de politiques permanentes. Même si l'économie russe est plus ouverte et plus intégrée dans l'économie mondiale qu'avant, la possibilité d'un revirement, au moins partiel, dans la libéralisation économique intérieure et l'intégration internationale est aussi beaucoup plus grande. Elle fait face à de nombreux obstacles, dont le manque de consensus au sein du bloc économique et l'absence d'une vision claire ne sont pas les

moindres. Par conséquent, d'ici 2018, le succès de mesures comme la substitution des importations sera inégal et se limitera à des secteurs clés. Il faudra probablement attendre après 2020 pour voir une application plus généralisée de telles mesures.

Cela dit, les grandes lignes de l'économie de la Russie pour les deux prochaines années environ semblent être tracées : la politique économique du pays étant davantage axée sur la sécurité que sur la libéralisation. Les répercussions de cette orientation sur la répartition des ressources et les priorités ainsi que sur la portée des activités économiques de la Russie à l'étranger seront donc nombreuses[24].

Sur le plan économique, deux facteurs indirects risquent de changer la donne au cours des années à venir. Il s'agit d'ailleurs des deux contraintes externes les plus importantes qui pèsent sur l'économie de la Russie. Le premier facteur a trait aux sanctions imposées par l'Occident. Si les États-Unis maintiendront probablement leurs sanctions pendant un certain temps encore, l'Union européenne devrait lever les siennes d'ici 2018. Malgré leurs divergences d'opinions sur la mise en œuvre des accords de Minsk 2, les hauts dirigeants européens ont commencé à voir d'un mauvais œil le maintien des sanctions. D'ailleurs, de l'avis de Vladimir Poutine, la normalisation des relations avec l'Union européenne n'est qu'une question de temps.

L'autre facteur encore plus important susceptible de changer la donne est le prix du pétrole. Celui-ci est peut-être le moins prévisible puisqu'il dépend de nombreux autres facteurs interreliés[25]. Les possibles fluctuations des prix du pétrole sont un sujet de débat constant en Russie. Si, pour certains, les bas prix constituent la « nouvelle réalité », d'autres entrevoient un resserrement du marché pétrolier d'ici la fin de 2016, lequel pourrait faire monter légèrement les prix à 50 ou 60 dollars américains le baril. Selon le scénario de base de la Banque centrale de Russie (BCR), par exemple, le prix du pétrole pourrait se stabiliser autour de 50 dollars américains jusqu'en 2018[26]. Quoi qu'il en soit, l'augmentation prévue au cours de cette période ne devrait pas être très importante.

Dans le contexte de la mégatendance à plus long terme du gouvernement à faire délibérément de l'économie une question de sécurité dans l'espoir de changer la donne, ni l'un ni l'autre des

facteurs indirects susmentionnés ne sont susceptibles de faire dévier sensiblement la Russie de sa trajectoire sur le plan du développement économique. Selon le scénario le plus plausible, l'économie s'adaptera lentement à la conjoncture défavorable. Toutefois, d'après la BCR, il faudra une autre année pour que l'économie s'adapte aux mauvaises conditions externes. Dans tous les scénarios mis de l'avant, les conditions financières externes continueront de limiter la croissance de l'économie russe de 2016 à 2018, mais leurs effets s'estomperont progressivement. Ainsi, selon le scénario de base de la BCR, le PIB devrait se contracter de -0,5 à 1,0 pour cent en 2016, sortir résolument du rouge en 2017 et progresser de 1,5 à 2,5 pour cent en 2018[27].

Deuxième mégatendance — Politique intérieure de la Russie : consolidation du régime

Le paysage politique de la Russie est dominé par l'équipe de Vladimir Poutine et, à l'échelle parlementaire et régionale, par le parti Russie unie qui, depuis plus d'une décennie, détient la majorité des sièges au Parlement et la plupart des gouvernorats régionaux.

Même si l'équipe au pouvoir domine les institutions stratégiques, le système de gouvernance russe est souvent dysfonctionnel. Trois facteurs façonnent donc les mégatendances systémiques dans le domaine de la politique intérieure : le maintien en place à long terme de l'équipe au pouvoir; les efforts constants que doivent déployer les dirigeants afin d'orienter la planification stratégique et de revigorer le système bureaucratique; l'organisation d'un cycle électoral pendant la période visée. Des élections parlementaires sont prévues en septembre 2016, alors qu'une élection présidentielle devrait avoir lieu en 2018.

Deux facteurs contribueront directement à changer la donne. Le premier a trait au cycle électoral et aux mesures que prendront les instances dirigeantes dans leur quête d'une plus grande stabilité. Bien qu'il ait perdu des appuis lors des élections parlementaires de 2011, le parti Russie unie a par la suite consolidé sa position et semble susceptible de bénéficier de l'adoption d'un mode de scrutin mixte selon lequel la moitié des 450 députés sera choisie parmi les candidats inscrits sur les listes de parti, alors que l'autre moitié sera élue dans des circonscriptions uninominales indépendantes. La composition du prochain Parlement dépendra

de la mesure dans laquelle ce changement législatif influera sur l'appui accordé au parti Russie unie[28], des votes de protestation que le Parti communiste de la Fédération de Russie, le seul parti d'opposition important encore en lice[29], pourra recueillir, ainsi que du rôle du Front populaire panrusse[30].

Cette impression de stabilité imposée sera renforcée par les vastes mesures prises par les dirigeants pour éviter toute possibilité qu'une révolution de couleur n'éclate en Russie. Ces mesures vont de la restriction de tout soutien externe pour les ONG russes et la société civile à l'adoption de lois visant à empêcher les manifestations de masse et à la préparation du ministère de l'Intérieur afin qu'il puisse composer avec des campagnes de désobéissance civile (par exemple, les exercices « Zaslon-2015 » organisés par le ministère de l'Intérieur pour permettre à la Russie de faire face à des situations comme celle de Maïdan).

Le deuxième facteur direct susceptible de changer la donne a trait à la composition de l'équipe au pouvoir et aux efforts de cette dernière en vue d'accroître l'efficacité du système bureaucratique russe à tous les niveaux. Une lente évolution s'amorcera sans doute au cours des prochaines années à mesure que l'équipe cherchera à s'adapter et que les membres plus jeunes de l'élite tenteront d'obtenir des promotions. Bon nombre des plus hauts dirigeants pourraient prendre leur retraite vu leur âge[31]. Par ailleurs, certains représentants officiels risquent d'être écartés s'ils sont incapables d'amener les résultats souhaités. On assistera donc probablement au recrutement et à la promotion de dirigeants dans le cadre d'un lent processus de renouvellement.

Deux facteurs de changement indirects particuliers pourraient influer sur le contexte politique au cours des deux prochaines années : les manifestations sociales et le terrorisme. Cependant, d'après les données actuelles, ni l'un ni l'autre de ces facteurs ne devrait modifier sensiblement les grandes tendances. Peu de manifestations politiques ont été organisées depuis celles de 2011-2012. Des manifestations sociales ont toutefois eu lieu, comme celles de novembre 2014 portant sur les soins de santé et celles, plus récentes, des camionneurs longue distance. Toutefois, ces manifestations ont été de faible envergure et n'ont pas obtenu un vaste soutien populaire ou entraîné des changements importants dans la politique gouvernementale.

De même, les rebelles du Nord-Caucase et le djihadisme international font peser une menace terroriste importante sur la Russie. Toutefois, au cours des dix dernières années, le gouvernement de la Russie a adopté des mesures d'application de la loi rigoureuses, pour ne pas dire brutales, afin de lutter contre le terrorisme et consacré d'importantes sommes à cette lutte. Par ailleurs, si l'on en juge par les attentats terroristes perpétrés en Russie par le passé, il est impossible d'affirmer avec certitude qu'un attentat terroriste réussi parviendrait à modifier sensiblement le climat politique ou la politique étrangère du pays. La Russie a été victime de nombreux attentats terroristes d'envergure, dont ceux visant le théâtre Nord-Ost, une école de Beslan, le métro de Moscou et l'aéroport Domodedovo, et plus récemment, soit en novembre 2015, un avion de ligne russe en Égypte. Pourtant aucun de ces attentats n'a modifié le contexte politique général.

> *(…) il est impossible d'affirmer avec certitude qu'un attentat terroriste réussi parviendrait à modifier sensiblement le climat politique ou la politique étrangère du pays.*

Par conséquent, au cours des prochaines années, malgré les facteurs d'influence possibles, les aléas de la vie politique et certaines contradictions au sein du régime, la principale tendance qui se dessine sur la scène politique intérieure russe en est une de consolidation constante. Tout au long de la période visée, des facteurs de changement directs continueront d'influer sur les mégatendances politiques dans une mesure plus importante que les facteurs indirects manifestes.

Troisième mégatendance — La Russie sur la scène mondiale : affirmation de soi dans un monde instable

Les grandes lignes de la politique étrangère russe sont les mêmes depuis quelque temps déjà et ne risquent pas de changer radicalement au cours des deux prochaines années. L'intégration de l'espace eurasien demeure une priorité. D'ailleurs, grâce à l'Organisation du Traité de sécurité collective et à l'Union économique eurasienne, les dirigeants russes ont cherché à renforcer la position de la Russie en tant que plaque tournante dans la région. La Chine est une autre priorité de la politique étrangère russe. En fait, depuis plus d'une décennie, la Russie tente

d'améliorer ses relations avec sa voisine à l'est. C'est ainsi que les deux pays entretiennent des relations ambiguës, mais en plein essor sur les plans de l'économie et de la sécurité, d'importants accords d'achat d'énergie et d'armes ayant été conclus. Malgré ces accords, et bien qu'il s'agisse en fait d'une priorité, il faudra sans doute attendre la prochaine décennie pour voir une relation stable avec la Chine s'instaurer.

> *(…) la principale tendance qui se dessine sur la scène politique intérieure russe en est une de consolidation constante.*

Même si Moscou considère que l'influence de l'Occident sur les affaires internationales connaît un déclin stratégique, alors que celle de l'Asie augmente, c'est avec l'Occident que les principaux problèmes surviendront à court terme. Des tendances contextuelles à long terme s'observent ici aussi. Les relations de la Russie avec les pays de la région euro-atlantique ont commencé à stagner au milieu des années 2000 et, malgré la récente « embellie » constatée de 2009 à 2012, elles se détériorent depuis des années. Le conflit en Ukraine n'a servi qu'à mettre en lumière toute la gamme des sujets de discorde entre les institutions euro-atlantiques (notamment l'OTAN et l'Union européenne) et la Russie. Même si cette dernière entretient toujours des relations plus harmonieuses avec certains États membres, bon nombre des mécanismes visant à favoriser les relations multilatérales ont été suspendus.

L'avenir de la relation entre la Russie et les institutions occidentales semble donc incertain. D'importants groupes de pression, particulièrement en Europe continentale, cherchent à stabiliser les relations avec la Russie — et, comme il a déjà été mentionné, les instances dirigeantes russes ont également dit croire à une éventuelle normalisation des relations avec l'Europe. Ainsi, au cours des prochaines années, l'Union européenne pourrait lever ses sanctions et le dialogue pourrait reprendre à différents niveaux alors que les parties tentent de mettre la crise en Ukraine derrière elles.

Quoi qu'il en soit, le conflit en Ukraine a laissé de profondes et douloureuses cicatrices tant au sein des pays de la zone euro-atlantique qu'en Russie. Par ailleurs, la détérioration des relations s'est accélérée au cours des cinq dernières années à cause

de profonds désaccords sur de nombreuses questions allant du retrait des États-Unis du Traité sur les missiles antimissiles balistiques en 2002 et de leur invasion de l'Irak en 2003 aux préoccupations concernant les opérations de changement de régime des États-Unis et au rejet par l'Occident du projet mis de l'avant par Moscou en 2009-2010 afin de conclure un nouveau traité sur la sécurité en Europe. La Russie et l'OTAN ne s'entendent pas sur un certain nombre de questions stratégiques — tant des questions de longue date, comme l'élargissement de l'OTAN et le système de défense antimissile, que des questions portées à l'avant-scène par le conflit en Ukraine, comme l'installation en permanence d'équipements et de forces de l'OTAN sur le territoire d'États membres en Europe de l'Est et en Europe centrale. Tous ces sujets de dissension risquent de perdurer et, dans l'immédiat, seront au cœur des discussions lors du sommet de l'OTAN prévu à Varsovie à l'été 2016. L'Alliance appuiera un nouvel élargissement (Monténégro) et probablement un projet de système de défense antimissile (le Plan de préparation opérationnelle), entre autres mesures. Le dilemme que pose la conciliation, d'une part, du désir de faire progresser les relations au-delà de la crise en Ukraine et, d'autre part, de ces sujets de profonde dissension dominera et sera exacerbé par les différends qui existent au sein même des parties concernées. Toutefois, les politiques mises de l'avant par l'OTAN et la Russie refléteront la rivalité croissante qui les oppose.

Comme il a été mentionné plus haut, la politique internationale de Moscou n'est pas essentiellement fondée sur des priorités bilatérales ou même régionales précises. Elle est plutôt motivée par le désir de la Russie de s'affirmer sur la scène internationale. Il s'agit là de la principale mégatendance. Tant les observateurs experts que les représentants officiels s'entendent pour dire que le monde entre dans une période de grandes turbulence et insécurité causées en partie par les opérations de changement de régime de l'Occident et la concurrence croissante que se livrent les États sur la plan des ressources et des valeurs, concurrence qui risque de mener à la guerre. Ces préoccupations sont à l'origine de deux grands objectifs de la politique étrangère de la Russie et de sa politique en matière de sécurité : faire en sorte que la Russie soit capable de se défendre contre une possible frappe stratégique à moyen et à long terme et qu'elle puisse se doter d'une capacité de projection de puissance.

Cette vision explique la mise en œuvre par les dirigeants russes d'un important programme de réformes et d'investissements militaires au lendemain de la guerre contre la Géorgie en 2008. Depuis 2010, la Russie a affecté 20 billions de roubles (environ 640 milliards de dollars américains aux taux de change en vigueur en 2010) à la modernisation des forces armées d'ici 2020. Elle prévoit la mise en place d'une armée forte d'un demi-million de militaires et la modernisation de 70 pour cent de ses armes. Elle a fait l'acquisition de 400 missiles balistiques intercontinentaux et lancés par sous-marin, de 20 sous-marins d'attaque, de 50 navires de combat de surface, de 700 avions de chasse et de plus de 2 000 chars d'assaut et de 2 000 canons automoteurs et tractés. Après un lent départ, et malgré la corruption endémique et des problèmes techniques constants, ces réformes et investissements portent leurs fruits. Les représentants russes ont déclaré qu'à la fin de 2015, 30 pour cent des armes (et même plus dans certains secteurs) étaient neuves, proportion qui devrait atteindre 50 pour cent d'ici la fin de 2016.

En outre, au cours des cinq dernières années, les forces terrestres russes à tous les niveaux ont été soumises à un programme d'exercices constants axé sur le commandement et le contrôle et la préparation au combat. Le volet commandement et contrôle est digne de mention, vu l'ouverture à la fin de 2014 d'un nouveau centre de défense nationale à partir duquel les opérations militaires de la Russie sont dirigées. Le programme d'exercices a permis d'aborder de front les problèmes liés à la qualité et au nombre d'effectifs et d'équipements et avait pour but de préparer les participants à combattre dans une guerre interétatique de grande envergure. Par conséquent, d'après un observateur suédois, en 2015, les forces armées russes semblaient être désormais en mesure de lancer des opérations offensives interarmées conjointes de haute intensité ou, en termes plus simples, de vastes opérations de combat impliquant d'importantes formations. En outre, tous les exercices témoignaient de l'ambition de la Russie d'accroître sa puissance militaire et ont été menés par les forces armées conjointement avec d'autres organismes, ce qui donne à penser que l'objectif n'était pas simplement d'accroître les aptitudes au combat des forces armées, mais d'améliorer la capacité de l'État de faire la guerre[32].

Même si les budgets de défense risquent d'être réduits[33] et certains programmes de réarmement reportés jusqu'au début des

années 2020, d'ici 2018 (puis 2020), les forces armées russes seront transformées, fortes des leçons tirées des combats en Ukraine et en Syrie et des nouveaux équipements plus nombreux à leur disposition.

Les instances dirigeantes russes investissent aussi massivement dans des mesures visant à accroître la capacité de dissuasion stratégique de la Russie et à permettre à cette dernière de défendre ses intérêts en Crimée et dans l'Arctique en renforçant sa capacité militaire dans ces régions et ses moyens de faire face aux nouvelles menaces. Ces investissements sont en train de changer le paysage stratégique.

> *(…) c'est la capacité de la Russie à mener des opérations de guerre classique qui évoluera le plus au cours des prochaines années.*

C'est sur cette question que des facteurs indirects comme les tensions croissantes avec la Turquie et la situation en Syrie peuvent avoir la plus grande incidence, vu que la tournure des événements est imprévisible. Il convient toutefois de signaler deux choses. D'abord, même si l'attention de l'Occident a surtout porté sur la soi-disant guerre hybride, qui est axée sur les aspects de la puissance russe liés à l'information et aux services spéciaux, c'est la capacité de la Russie à mener des opérations de guerre classique qui évoluera le plus au cours des prochaines années. Ensuite, les principaux sujets de dissension et de tension sont évidents et les dirigeants russes ne montrent aucun signe de vouloir assouplir leur position, malgré les sanctions économiques. Au contraire, la Russie est intervenue directement en Syrie afin d'empêcher l'effondrement du régime Assad et, après que la Turquie a abattu un bombardier russe à la fin de 2015, Moscou a réagi non pas en changeant sa stratégie, mais en la renforçant. De toutes les mégatendances, c'est celle-ci que les Occidentaux doivent surveiller de plus près et qui a amené la Russie à subsumer l'économie sous les préoccupations sécuritaires et à déployer des efforts pour consolider l'État et la société.

La Russie en 2018

Il n'est pas original de conclure dans une étude prospective que la situation ne changera pas et dans le contexte international actuel tendu et incertain, il est même risqué de le faire, surtout dans le

cas de la Russie, après que la plupart des observateurs occidentaux ont passé les 25 dernières années à regarder vers l'avenir avec l'espoir d'un changement. Ils souhaitent depuis 2011 voir la fin de l'ère Poutine, en affirmant que le poutinisme n'est pas viable et que les pressions économiques obligeront les dirigeants russes à assouplir leurs politiques intérieures et étrangère et à apporter des réformes, sinon ils auront à composer avec une révolution populaire, une scission au sein de l'élite ou un coup d'État pour renverser le président. Certains observateurs s'attendaient donc à des changements (une libéralisation) en Russie, comme les manifestations organisées en 2011 et 2012 l'avaient laissé présager, selon eux.

Les deux principaux facteurs de changement indirects sont les fluctuations des prix du pétrole et la possibilité que les tensions dégénèrent en conflit aux conséquences imprévisibles. Toutefois, d'après les données disponibles et compte tenu des liens entre, d'une part, les mégatendances économiques, politiques et internationales et, d'autre part, les autres facteurs de changement directs associés à la politique gouvernementale russe, tout porte à croire que les événements en Russie vont simplement suivre leur cours normal pendant les deux prochaines années. Quelques événements de faible importance joueront certes un rôle, mais il est peu probable qu'ils modifient sensiblement l'orientation générale de la Russie.

Ainsi, au cours de cette brève période, le changement risque vraisemblablement d'être évolutif et de se produire au cœur ou à la périphérie du régime. On pourrait assister à l'évolution de l'équipe au pouvoir, à de légers changements dans la composition du Parlement et à la poursuite de manifestations sociales par des groupes marginaux. L'économie — qui étouffe sous le poids de problèmes structurels qu'il faudrait plus de trois ans pour régler même dans des conditions favorables et même si les dirigeants le souhaitaient — connaîtra une période d'adaptation. Un retour à une certaine croissance, lente il va sans dire (dans le contexte d'un ralentissement général à plus long terme), sera possible si les prix du pétrole remontent. La situation économique risque plutôt de changer en fonction du programme du gouvernement en matière de sécurité, conçu dans le but de protéger la Russie contre l'instabilité à l'étranger, plutôt qu'en fonction de réformes axées sur une plus grande libéralisation.

L'orientation de la politique étrangère et de la politique en matière de sécurité de la Russie restera vraisemblablement la même : désaccords persistants avec les pays de la région euro-atlantique (malgré un réchauffement temporaire des relations avec certains pays d'Europe continentale); tentatives en vue d'empêcher l'effondrement de régimes dans les pays de l'ex-Union soviétique et dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ce qui risque d'attiser les tensions avec certains États (comme les États-Unis et la Turquie); renforcement des relations avec la Chine. Toutes ces questions sont incluses dans les grandes lignes de la politique étrangère de la Russie alors qu'elle tente de s'affirmer dans un contexte d'instabilité internationale et de défendre ses intérêts à l'étranger.

CHAPITRE 4

Les armes de destruction massive : l'évolution de la menace de la prolifération

Chapitre 4 – Les armes de destruction massive : l'évolution de la menace de la prolifération

L'expression « armes de destruction massive » (ADM) est née avec les moyens modernes de destruction de masse. Elle est apparue pour la première fois en 1937, dans un article du *Times* de Londres, qui commentait le bombardement de Guernica. Sa première utilisation politique fut le communiqué de MM. Truman, Attlee et King du 15 novembre 1945 : celui-ci faisait état de la nécessité de créer une commission internationale en vue de l'élimination des *«* armes atomiques et armes susceptibles de destruction de masse *»* (en référence, selon ses rédacteurs, aux armes biologiques). Elle fut ensuite mentionnée dans la première résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies (1er janvier 1946), qui concernait *«* les armes atomiques et toutes les principales autres armes susceptibles de destruction de masse *»*. En août 1948, une commission de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) en donne une définition technique plus précise : *les armes explosives atomiques, les armes fonctionnant au moyen de matières radioactives, les armes biologiques ou chimiques susceptibles d'entraîner la mort et toutes les armes découvertes dans l'avenir qui, au point de vue de leur capacité de destruction, seraient comparables aux armes atomiques ou aux armes mentionnées ci-dessus.*

La notion d'ADM recouvre aujourd'hui des problématiques très différentes, pour des raisons juridiques, stratégiques et techniques. On considèrera ici qu'il s'agit des armes NBCR soit nucléaires, biologiques, chimiques et radiologiques, ainsi que des vecteurs balistiques de plus de 150 kilomètres (seuil retenu par le Régime de contrôle de la technologie des missiles). En effet, ces derniers peuvent être soit utilisés comme missiles conventionnels, avec un effet politico-stratégique fort, y compris de terreur, soit comme missiles porteurs de munitions nucléaires, biologiques ou chimiques. Cette définition est proche de celle qui avait été retenue par la Résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU (8 avril 1991) à propos des programmes irakiens, après la Guerre du Golfe.

Quant à la notion de prolifération, elle est généralement entendue comme l'augmentation « horizontale » de ces moyens, c'est-à-dire de l'accroissement du nombre de ses détenteurs, étatiques ou non

étatiques (tels que la secte Aum Shinrikyo qui disposait de moyens chimiques et biologiques). L'expression « prolifération verticale », parfois utilisée dans les milieux de la non-prolifération nucléaire, relève d'une autre logique. L'acquisition de moyens NBC ou balistique peut se faire de trois manières différentes : la mise en œuvre d'un programme; le transfert délibéré d'un acteur à un autre; ou la dispersion des moyens suite à l'effondrement d'une structure étatique.

Il existe un consensus international solide sur la dangerosité de la prolifération. L'acquisition de moyens NBC ou balistiques peuvent favoriser la course aux armements, faciliter les agissements d'un acteur se sentant protégé par la menace de représailles massives qu'il est en mesure de proférer, et affecter la stabilité de crise. Quant à l'emploi de tels moyens, outre ses évidentes conséquences humanitaires immédiates, il est susceptible d'affecter un « tabou » ou une « tradition de non-emploi » (qui existe dans les domaines nucléaire et biologique).

La situation actuelle et prévisible à l'horizon 2018 de la prolifération ne doit pas être dramatisée. Dans les dix dernières années, des pays (notamment au Moyen-Orient) ont, volontairement ou non, renoncé à leurs capacités ou à leurs ambitions dans ce domaine. Les préoccupations pour les années qui viennent portent sur une dizaine de pays. En termes de capacités acquises, les noms qui reviennent le plus souvent dans les sources ouvertes sont, par ordre alphabétique : la Chine, la Corée du nord, l'Égypte, l'Inde, Israël, le Pakistan, la Russie et la Syrie. L'emploi des moyens ADM s'est limité, à l'époque contemporaine, aux armes chimiques et aux missiles balistiques : il n'y a pas eu d'emploi significatif des armes biologiques depuis longtemps, ni bien sûr d'emploi de l'arme nucléaire.

D'ici à 2018, les mécanismes de régulation de la prolifération ont peu de chance d'être profondément transformés. Au-delà des instruments connus et déjà en vigueur (notamment le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, les zones exemptes d'armes nucléaires, les conventions d'interdiction des armes chimiques et biologiques, le Régime de contrôle de la technologie des missiles), il est douteux que les conditions politiques aient changé au point de permettre par exemple l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des essais (TICE), la conclusion d'un Traité d'interdiction des matières fissiles à des fins explosives (TIPMF), la

conclusion d'un protocole de vérification de la Convention d'interdiction des armes et toxines biologiques, ou encore la mise en place d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, ou de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires.

En revanche, la dissémination des technologies devrait se poursuivre, laissant craindre, à court ou moyen terme, de nouveaux risques d'acquisition. L'accroissement des flux commerciaux, la multiplication des canaux de diffusion de l'information, les mouvements de population (étudiants, stagiaires, expatriés) facilitent la dissémination des connaissances et des moyens. La manière dont les régimes de contrôle et les moyens de surveillance seront adaptés à un monde en changement constant sera déterminante dans la lutte contre la prolifération. Un autre facteur déterminant pour « l'offre » de prolifération sera la solidité des États disposant aujourd'hui de tels moyens, dans la mesure où leur fragilisation voire leur effondrement pourrait « mettre sur le marché » des stocks, des technologies, ou des savoir-faire.

Du côté de la « demande », les déterminants essentiels resteront les équilibres régionaux, les interventions militaires, notamment occidentales, et les relations avec les États pourvoyeurs de garanties de sécurité (États-Unis essentiellement), de même que la nature des régimes politiques (sachant que, toutes choses égales par ailleurs, les démocraties libérales sont aujourd'hui moins enclines à se doter de tels moyens que d'autres régimes). La perception du nouveau leadership (Président, Congrès) issu des élections de novembre 2016 aux États-Unis sera un paramètre important. L'emploi possible des ADM dans la période considérée sera lui aussi un déterminant essentiel : un emploi massif pourrait être de nature soit à renforcer un tabou ou une tradition de non-emploi, notamment en cas de réaction forte de la communauté internationale, soit au contraire à faciliter la banalisation de tel ou tel moyen.

D'ici à 2018, les pays à surveiller tout particulièrement (acquisition, transfert ou emploi) seront l'Arabie saoudite, la Chine, la Corée du nord, l'Iran, le Pakistan, et la Russie.

Le domaine nucléaire

La prolifération nucléaire est relativement plus prévisible que celle d'autres moyens. La technologie nucléaire évolue moins rapidement que celle des armes chimiques ou biologiques, et demande un investissement plus important et généralement plus visible. Peu d'innovations existent dans ce domaine. Les seules évolutions marquantes concernent la dissémination des moyens et du savoir-faire. Les techniques d'enrichissement par centrifugation ont été largement disséminées par le réseau dit « Khan » dans les années 1980 et 1990 (de même, semble-t-il, que des plans d'armes, plus ou moins complets). L'enrichissement par laser, très discret, pourrait connaître un certain succès auprès de candidats à l'arme nucléaire. Par ailleurs, l'accession de certains pays à l'énergie nucléaire conduira à un développement (qui restera limité d'ici 2018) des complexes nucléaires civils et donc du savoir-faire de base dans ce domaine.

> *L'enrichissement par laser, très discret, pourrait connaître un certain succès auprès de candidats à l'arme nucléaire.*

En-dehors de l'Iran, il n'existe aujourd'hui aucun pays connu publiquement pour avoir à la fois la capacité et la volonté de se doter de l'arme nucléaire à plus ou moins brève échéance. Mais la question iranienne sera sans doute déterminante pour l'avenir de la prolifération d'ici 2018.

L'accord de Vienne du 14 juillet 2015 (souvent connu selon son acronyme en anglais, JCPOA) est sans nul doute une rupture dans la crise nucléaire iranienne, qui dure depuis la révélation publique d'installations secrètes à l'été 2002. Mais cet accord, qui vise essentiellement à empêcher Téhéran de se doter d'une arme nucléaire dans les 15 ans qui viennent, n'est en rien un règlement définitif de l'affaire. D'ici 2018, trois scénarios sont possibles : a) l'Iran applique sans réticence l'accord et le constat peut être fait d'un apparent abandon de toute ambition nucléaire militaire; b) l'Iran cherche à maintenir ses options ouvertes, et peut-être à extraire de nouvelles concessions des P5+1[34], et teste la résolution de la communauté internationale, par exemple en créant des difficultés pour ouvrir les portes de certains sites sensibles; c) une crise majeure conduit à la rupture, les P5+1 tentent de réimposer

les sanctions, et l'Iran reprend son programme nucléaire de plus belle. Le scénario (b) est le plus probable.

> *(…) cet accord, qui vise essentiellement à empêcher Téhéran de se doter d'une arme nucléaire dans les 15 ans qui viennent, n'est en rien un règlement définitif de l'affaire.*

Dans tous les scénarios, cet accord ne signifie aucunement la fin des risques de prolifération nucléaire dans la région. D'abord, l'Arabie saoudite, même si elle a officiellement approuvé l'accord, s'inquiète de l'évolution de la politique américaine : elle la trouve trop faible ou trop favorable à l'Iran. Ensuite, l'accord légitimant la possession d'une capacité d'enrichissement de l'uranium, d'autres États auront beau jeu de réclamer un traitement identique, et de refuser la limitation des capacités d'enrichissement de l'uranium et(ou) de retraitement du combustible.

L'échec de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (printemps 2015) n'est pas en soi porteur de nouveaux risques de prolifération. Mais certains États du Moyen-Orient pourraient, le cas échéant, tirer argument, de plus ou moins bonne foi, du gel du processus devant conduire à l'établissement d'une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région (question qui a causé l'échec de la Conférence) pour justifier un programme nucléaire militaire.

Au Moyen-Orient comme ailleurs, la politique des États-Unis restera, après le comportement de l'Iran, le déterminant le plus important de l'avenir de la non-prolifération nucléaire. Il joue à trois niveaux différents. Premièrement, les interventions militaires des États-Unis sont autant de rappels de la supériorité de ce pays, et le raisonnement selon lequel « la seule manière de se protéger des États-Unis est de se doter de l'arme nucléaire » est courant depuis la fin de la Guerre froide. Deuxièmement, la crédibilité de la protection conférée par Washington à ses alliés—garanties de sécurité formelles et informelles—reste, comme c'est le cas depuis les années 1950, un paramètre tout à fait essentiel dans la réflexion des pays envisageant à une éventuelle option nucléaire militaire : on pense notamment à la Turquie, à l'Arabie saoudite, au Japon et à la Corée du sud. (L'Égypte est un cas à part : elle ne bénéficie pas d'une garantie de sécurité américaine, mais est

dépendante de Washington pour son budget militaire.) Troisièmement, la relation politique des États-Unis avec les États dotés non alliés (Chine, Russie), ainsi qu'avec le Pakistan, peut avoir un impact sur la disponibilité de ces États à partager certaines technologies.

L'Arabie saoudite est sans doute l'État le plus préoccupant. En effet seul ce pays semble aujourd'hui avoir le degré de motivation, les moyens financiers, et les relations bilatérales adéquates (avec la Chine et le Pakistan) pour moderniser ses moyens balistiques et se doter assez rapidement de la base technologique nécessaire pour envisager un programme nucléaire militaire, sous une forme ou une autre. L'évolution du triangle Washington-Riyad-Islamabad devra être suivi avec attention, quelle que soit la réalité derrière les rumeurs qui ont cours à propos d'une éventuelle garantie nucléaire prétendument déjà accordée par le Pakistan à l'Arabie saoudite. Cela dit, l'hypothèse d'une rupture des liens politico-stratégiques entre Washington et Riyad à l'échéance considérée reste improbable : leur solidité a été testée à de nombreuses reprises depuis soixante-dix ans.

Dans les années qui viennent, seuls quelques pays sont susceptibles de procéder délibérément à des transferts de technologies nucléaires sensibles (à double usage) : la Corée du nord, la Chine, l'Iran, la Russie et le Pakistan. Le premier est un cas à part : sa disponibilité à procéder délibérément à de tels transferts est en effet avérée. Les quatre autres ont aujourd'hui, officiellement en tout cas, une politique restrictive dans ce domaine, à supposer qu'ils soient en mesure de contrôler efficacement l'exportation de biens et technologies à double usage.

Le risque de dispersion non délibérée existe en cas d'affaiblissement voire d'effondrement de l'un de ces États. La Corée du nord, une fois encore, est un cas possible. Le précédent de la Syrie a montré que le risque d'une telle dispersion existait bel et bien : le site d'Al-Kibar a été occupé successivement par l'Armée syrienne libre, puis par l'État islamique. Le sort de toutes les matières, matériaux et technologies afférents au programme nucléaire syrien n'est pas clair à ce jour.

Quant aux risques d'emploi, si l'on veut bien considérer que soixante-dix ans sans explosion nucléaire en temps de conflit relève

de la « tradition de non-emploi », ils restent très faibles, mais leur probabilité est loin d'être nulle en Asie. En dépit des rodomontades actuelles du pouvoir russe, l'emploi délibéré d'armes nucléaires par Moscou est extraordinairement improbable : M. Poutine « joue » de la carte nucléaire pour montrer sa force, mais la Russie n'a pas abaissé le seuil d'emploi de ces armes et n'entend pas entrer en confrontation militaire directe avec l'OTAN. Le risque principal, d'ici 2018, est sans doute celui d'une crise indo-pakistanaise qui dégénère en escalade incontrôlée. Même si la dissuasion mutuelle a limité les risques de conflit direct entre les deux pays, un nouvel attentat majeur contre l'Inde pourrait forcer New Delhi à réagir. Si les deux acteurs s'avéraient alors incapables de maîtriser l'enchaînement de la violence, Islamabad pourrait *in extremis* envisager l'emploi limité de l'arme nucléaire pour tenter de mettre un terme au conflit, en essayant d'y impliquer la communauté internationale, par exemple. Mais la Corée du nord, qui disposera en 2018 d'armes pouvant être placée sur des missiles de moyenne portée (et peut-être de missiles intercontinentaux rudimentaires), reste un sujet de préoccupation tout aussi grand tant son régime est disposé aux provocations dangereuses.

> *Dans la période considérée, l'accès de nouveaux États, voire d'acteurs non étatiques, à des moyens chimiques ou biologiques semble ainsi beaucoup moins improbables que pour le domaine nucléaire.*

L'acquisition d'un engin nucléaire par un acteur non-étatique reste en revanche extrêmement improbable. Dans l'hypothèse d'un délitement soudain d'un État tel que le Pakistan ou la Corée du nord, l'intervention d'acteurs extérieurs pour éviter un tel scénario permettrait d'y parer au moins partiellement. Quant à l'accès aux dépôts d'armes nucléaires situés en Europe, il semble exclu malgré des épisodes de pénétration – de la part de militants et non de terroristes – dans les enceintes protégées de certaines bases nucléaires. Si d'aventure le scénario devait se matérialiser, il reste à prouver que l'acteur en possession d'un engin aurait à la fois la volonté et la capacité de procéder à sa mise à feu.

Les autres moyens

Par contraste avec les moyens nucléaires, la technologie dans les domaines chimique et biologique évolue vite : on pense aux microréacteurs dans le premier cas, aux progrès de la biologie moléculaire et du génie génétique dans le second. Dans la période considérée, l'accès de nouveaux États, voire d'acteurs non étatiques, à des moyens chimiques ou biologiques semble ainsi beaucoup moins improbables que pour le domaine nucléaire[35]. Pour l'avenir, l'hypothèse de l'emport de tels moyens par des drones perfectionnés doit être prise en compte.

> *(…) un groupe « antimondialisation » ou « hyper-nationaliste » pourrait chercher à démontrer les dangers supposés de l'ouverture des frontières en disséminant un agent infectieux dans un aéroport, une gare ou un port.*

Du fait de la discrétion des moyens, et du caractère très souvent à double usage des technologies considérées, de grandes incertitudes existent aujourd'hui quant à l'existence de capacités militaires chimiques et surtout biologiques. La Corée du nord, l'Égypte, la Syrie et l'Iran sont les États pour lesquels les soupçons généralement sont les plus forts. Mais la Chine, Israël et la Russie, entre autres, disposent peut-être au moins de capacités susceptibles d'être rapidement militarisées.

Le domaine biologique

C'est dans le domaine biologique que les incertitudes quant à l'existence de capacités militarisées ou susceptibles de l'être rapidement sont les plus grandes. Les soupçons concernent notamment la Chine, la Corée du nord, l'Égypte, l'Iran, voire la Russie. Depuis 1945, il existe extrêmement peu d'usages connus d'armes biologiques à des fins opérationnelles ou terroristes. Dans le premier cas, le dernier précédent connu remonte aux années 1970 (Rhodésie). Dans le second, il s'agit des tentatives d'usage de la toxine botulique par la secte Aum Shinrikyo (années 1990) et de la crise du bacille du charbon (2001).

Les risques d'acquisition de capacités à double fonction par de nombreux acteurs étatiques sont très élevés. Mais le lancement

d'un nouveau programme biologique étatique apparait peu probable dans la période considérée—même si des surprises sont possibles (que l'on pense à la découverte, dans les années 1990, de l'ampleur insoupçonnée des programmes soviétique et irakien). Des tentatives par des acteurs non-étatiques de se doter de tels moyens à faible échelle sont en revanche probables.

Les risques d'emploi d'armes biologiques au cours d'un conflit sont extrêmement limités, en raison de leur manque d'intérêt opérationnel et du très petit nombre de précédents. La seule exception est peut-être la Corée du nord, dont on connait la disponibilité à prendre des risques stratégiques, mais on imagine mal que cela puisse être autrement qu'*in extremis*, par exemple si le régime se sentait en danger. En revanche, la probabilité d'un emploi par un groupe non étatique est plus forte. On pense non seulement à un groupe aux motivations religieuses, mais aussi à toute autre organisation millénariste ou apocalyptique. Un autre scénario verrait un groupe militant procéder à ce qui se voudrait une « démonstration » ou un « avertissement ». Par exemple, un groupe « antimondialisation » ou « hyper-nationaliste » pourrait chercher à démontrer les dangers supposés de l'ouverture des frontières en disséminant un agent infectieux dans un aéroport, une gare ou un port. Le risque pourrait exister d'une perte de contrôle.

Le domaine chimique

Dans les dernières décennies, la militarisation dans le domaine chimique a été beaucoup plus importante que dans le domaine biologique. Il faut dire que jusqu'à la fin des années 1980, l'armement chimique était considéré comme un moyen utilisable à des fins opérationnelles (offensives ou défensives) ou de dissuasion par de nombreux pays. Depuis l'élaboration de la Convention d'interdiction de 1993, la plupart des États disposant précédemment d'un tel arsenal y ont renoncé et ont détruit, ou sont en voie de détruire, ces capacités. Il reste toutefois un nombre significatif d'États ayant conservé un potentiel dans ce domaine : les pays régulièrement cités dans les sources ouvertes sont la Birmanie, la Corée du nord, la Chine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, Israël, et la Syrie.

Si, jusqu'à la fin des années 1980, l'arme chimique était encore employée sur un champ de bataille international (l'Égypte au

Yémen, l'Irak contre l'Iran…), les deux derniers exemples connus concernent l'Irak et la Syrie contre leurs propres populations. Ce n'est sans doute pas un hasard : ces deux pays longtemps « jumeaux » avaient développé des capacités militaires élaborées dans le domaine chimique, principalement à titre de « dissuasion » contre Israël. Ces moyens se sont trouvés utiles, du point de vue de leurs dirigeants, pour intimider, neutraliser et terroriser leurs populations dès lors qu'une partie d'entre elles se rebellaient contre le pouvoir.

Les risques de voir des États se lancer *ex nihilo* dans de nouveaux programmes d'armes chimiques restent limités. En revanche, la dispersion d'armes ou d'agents existants, à la faveur de l'affaiblissement ou de l'éclatement d'un État, est un scénario à prendre en compte (cf. cas de la Syrie). Il peut exister dans le cas de la Corée du nord, voire dans celui de l'Égypte ou de l'Iran. Par ailleurs, comme dans le domaine biologique, la possibilité qu'un groupe non étatique se dote de moyens chimiques élaborés va croissant, pour les mêmes raisons (microréacteurs – voir ci-dessus). Après avoir eu recours, comme d'autres groupes terroristes dans la région depuis une dizaine d'années, à des explosifs chimiques rudimentaires (chlore), « l'État islamique » semble disposer désormais, grâce à son accès à des précurseurs industriels sur le terrain moyen-oriental, de la capacité de fabriquer des armes chimiques de première génération (gaz moutarde). Il s'agit, semble-t-il, d'une « première » depuis la secte japonaise Aum Shinrikyo.

La possibilité d'un nouvel emploi des armes chimiques reste relativement forte. Notons que depuis le milieu des années 2000, l'emploi de moyens chimiques rudimentaires mais interdits (chlore) a été avéré à plusieurs occasions, en Irak et en Syrie. S'agissant de ce dernier pays, il est prudent de considérer que Damas ne s'est pas débarrassé de toutes ses armes binaires et pourrait s'en servir notamment dans le cadre d'un scénario de dernier recours, si le régime s'estimait menacé dans son existence. Le même raisonnement vaut pour un pays tel que la Corée du nord. Enfin, la probabilité de la dissémination d'un agent par un groupe terroriste reste forte au Moyen-Orient et doit être prise en compte à titre de scénario possible sur le territoire d'un pays occidental.

Le domaine radiologique

Rarement considérés comme des « armes de destruction massive », même si elles avaient été rangées dans cette catégorie par l'ONU en 1948, les moyens « radiologiques » visent à l'exposition à de fortes doses de radiations, sous une forme ou une autre : empoisonnement, dispersion par explosion classique (« bombe sale ») ou par des vecteurs aériens, attaque d'une installation nucléaire, fusion délibérée d'un cœur de réacteur.

Des « bombes sales » peuvent être réalisées facilement. En effet, les éléments les plus radioactifs (par exemple, le cobalt-60, le césium-137 et le strontium-90) sont présents dans de très nombreuses installations industrielles et scientifiques, et il suffit de les attacher à un explosif classique[36]. Fort heureusement, les effets sur la biosphère de tels engins seraient relativement limités : plus l'explosion serait grande, plus la dispersion de la matière serait forte et ses effets radioactifs dilués. C'est sans doute ce qui explique au moins en partie que de telles attaques n'ont pas encore été réalisées. S'agissant des installations nucléaires civiles, provoquer de l'extérieur ou de l'intérieur (en bénéficiant de complicités) un dégagement important de radioactivité, que ce soit par des moyens explosifs, par des moyens cybernétiques ou par la prise de contrôle d'un réacteur, ne serait pas chose aisée. Des projets d'attaque de telles installations ont existé depuis les années 1970, mais aucun n'a jamais semblé sérieux au point de poser une menace grave.

Le manque de grande visibilité des effets de telles attaques (contrairement aux bombes classiques et aux attentats-suicide) et le savoir-faire requis pour réussir un attentat véritablement meurtrier, expliquent sans doute la relative absence d'intérêt de la plupart des groupes terroristes pour ces moyens. Néanmoins, la relative facilité d'accès aux sources radiologiques et la publicité malheureusement donnée aux craintes occidentales d'une « bombe sale » conduisent à considérer que de telles tentatives sont assez probables dans les années qui viennent, surtout de la part de groupes animés par une idéologie apocalyptique. À cet égard, l'EIIL constitue une préoccupation particulière en raison : a) de l'intérêt avéré de certains de ses affiliés au domaine nucléaire en général (c'était aussi le cas d'al-Qaïda en 2001); b) de son usage avéré d'autres moyens de destruction de masse (domaine chimique); c) de sa capacité à mobiliser des personnes disposant de

compétences scientifiques; et par ailleurs d) de son accès probable à des sources radiologiques sur le territoire qu'il contrôle en Syrie et en Irak.

Le domaine balistique

Le domaine des missiles balistiques (ici, par convention, ceux qui ont une portée supérieure à 150 kilomètres) reste un cas à part, puisqu'il ne s'agit pas à proprement parler « d'armes » mais plutôt de « vecteurs », pouvant être dotés de munitions classiques ou NBC. Cette capacité est l'une des raisons principales qui expliquent que presque tous les États s'étant dotés, ou cherchant à se doter, de moyens NBC ont également investi dans le domaine balistique.

L'inverse n'est pas vrai : la plupart des États détenteurs de missiles balistiques n'ont pas de programmes NBC connus. La raison est essentiellement historique : ce sont pour la plupart des États qui avaient acquis, au cours de la Guerre froide, des missiles soviétiques de la famille des Scud.

On compte 31 pays détenteurs de ces capacités. Parmi ceux-ci, 11 ont dans leurs arsenaux des missiles de plus de 1 000 kilomètres de portée : les huit États disposant d'arsenaux nucléaires opérationnels, ainsi que la Corée du nord, l'Iran, et l'Arabie saoudite. Cette dernière pourrait donc être une exception, dans la mesure où tous les autres ont ou ont eu un programme nucléaire à dimension militaire avérée.

Les missiles balistiques ont été employés à nombreuses reprises au cours des dernières décennies. Toutefois, il s'est agi exclusivement de missiles de type Scud, et généralement dans un but tactique. Les rares utilisations de missiles balistiques dans un but stratégique – notamment de terreur – ont eu lieu au cours de la guerre Iran-Irak et de la Guerre du Golfe. (Ne sont pas comptabilisés ici les essais de missiles, qui peuvent avoir une vocation d'intimidation.) La dernière utilisation de tels missiles date de l'intervention saoudienne au Yémen en 2015 : tout comme lors de la Guerre du Golfe, les forces saoudiennes et leurs alliés n'ont pas réussi à éliminer totalement cette menace, et plusieurs Scud ont été tirés.

La prolifération des missiles balistiques révèle trois tendances lourdes : le recours croissant à la propulsion solide (qui accroît la fiabilité des engins), une amélioration de la précision et

l'augmentation de la portée. Pour ces raisons, et aussi parce que le missile balistique reste un symbole de puissance, il s'agit d'une prolifération durable. « L'offre » de missiles et de technologies provient essentiellement de Russie et de Corée du nord. Si la disponibilité de Pyongyang à exporter ses moyens et son savoir-faire dans ce domaine est connue de longue date, la Russie pourrait être un exportateur plus actif dans l'avenir. Le missile à courte portée SS26, beaucoup plus élaboré que la génération des Scud, pourrait se révéler un excellent « produit d'exportation ».

Les risques d'acquisition demeurent donc forts. Les candidats susceptibles d'être intéressés étant essentiellement des pays alliés ou amis des États-Unis, leurs relations avec ces pays sera un déterminant essentiel; les pays occidentaux pourraient avoir, dans leurs relations politiques, militaires et commerciales avec ces pays, des leviers d'action, voire de pression.

> *« L'offre » de missiles et de technologies provient essentiellement de Russie et de Corée du nord.*

S'agissant des risques d'emploi, ils restent assez importants à bas niveau (missiles de moins de 500 kilomètres) dans les crises et conflits du Moyen-Orient. Un nouveau conflit ouvert de haute intensité, dans cette région ou en Asie, pourrait voir une utilisation plus intensive, et le risque d'un emploi massif de missiles de moyenne portée dotés de charges conventionnelles serait un scénario extrême et inédit, que l'on voit mal se réaliser ailleurs que dans le Golfe persique et dans le détroit de Formose.

Conclusion

Pour les années qui viennent, la prolifération des ADM apparait comme une menace toujours très préoccupante, mais peut-être relativement moins importante qu'elle ne l'était il y a dix ans, tant du point de vue de l'acquisition (programmes, transferts, dispersion) que du point de vue de l'emploi.

S'agissant de l'acquisition, la Chine, la Corée du nord, la Russie et l'Iran restent en tant que fournisseurs possibles au cœur des préoccupations, et l'Arabie saoudite est un candidat sérieux. La politique américaine—et la perception de cette politique—continue d'être une clé pour les acquisitions nucléaires et balistiques. La perspective pour les armes biologiques et chimiques

apparaît différente : il s'agit essentiellement d'un problème de diffusion des savoirs et des technologies, et la possibilité pour des acteurs non étatiques de se doter de tels moyens n'est pas négligeable.

S'agissant de l'emploi, on peut dire qu'il existe un « tabou fragile » touchant l'emploi des ADM. On peut distinguer quatre risques principaux : a) l'emploi de missiles balistiques conventionnels par un État, très probable; b) l'emploi à bas niveau de moyens chimiques, radiologiques ou biologiques rudimentaires par un acteur non-étatique, très probable; c) l'emploi d'armes chimiques par un État, possible; d) l'emploi de l'arme nucléaire, sans doute en Asie du sud, très improbable dans la mesure où tous les pays possédant cette arme considèrent qu'elle doit rester un moyen de dissuasion à n'utiliser que dans des circonstances extrêmes—mais aux conséquences directes et indirectes sans commune mesure avec les hypothèses mentionnées ci-dessus.

On peut s'interroger, pour conclure, sur la pertinence d'une catégorie qui est aujourd'hui associée, dans les mentalités collectives, à l'intervention en Irak (2003), avec tout ce que cela implique comme méfiance induite dans les opinions.

Si l'on devait reconstruire cette catégorisation, plusieurs options seraient possibles :

- les *armes de terreur de masse*, relevant de la catégorie des poisons : les moyens chimiques, biologiques, et radioactifs;[37]

- les *armes d'effet de masse*, pouvant causer la mort rapide de milliers de personnes: les armes nucléaires, biologiques et chimiques;

- les *armes de disruption de masse*, pouvant causer, même à bas niveau, la désorganisation d'une société: nucléaires, biologiques, chimiques, radiologiques, balistiques, mais aussi cybernétiques;

- les *armes de destruction de masse*, pouvant provoquer des destructions physiques à grande échelle : les armes

nucléaires, les armes incendiaires, les armes thermobariques; et

- les *armes de catastrophe de masse*, susceptibles de causer des effets biologiques majeurs à des millions de personnes : armes nucléaires et biologiques.

Dans tous les cas de figure, l'arme nucléaire devrait conserver une place particulière : elle est la seule en effet à avoir un effet massif à la fois sur les structures physiques (effets de souffle et de chaleur) et sur la biosphère (effets précités et radiations ionisantes).

Bien au-delà de l'horizon considéré, de nouvelles évolutions techniques pourraient élargir ces catégories : on pense par exemple aux armes à énergie dirigée (lasers à l'état solide très puissants), voire à des moyens issus de la recherche dans le domaine des nanotechnologies.

CHAPITRE 5

Pouvoir étatique et cyberpuissance

Chapitre 5 – Pouvoir étatique et cyberpuissance

Devant l'évolution rapide du cyberespace et l'omniprésence du risque, gouvernements et acteurs non étatiques ont dû redéfinir leur notion de sécurité. Voici une liste de tendances susceptibles d'avoir une influence importante en la matière d'ici 2018, suivie d'un examen des changements structurels qui définiront la cybersécurité par la suite.

Tout d'abord, le fond de la question

La dimension sécurité nationale

- À l'instar des États-Unis, des pays considèrent que les risques pour la cybersécurité sont en tête de liste des risques pour la sécurité nationale[38].

- Le risque de contrepartie constituera une part importante du risque pesant sur les cibles principales dans le secteur commercial et au gouvernement. L'incidence sur les stratégies d'impartition dépendra du battage qui entourera les failles repérées[39].

- Beaucoup ont soutenu que la perte de confidentialité relative à l'arsenal informatique entraînée par les révélations d'Edward Snowden a porté un dur coup au domaine militaire. Toutefois, puisqu'il convient de « ne jamais gaspiller une bonne crise », ces révélations ont été, dans les faits, l'amorce d'une modernisation tous azimuts de l'arsenal informatique. Il est possible d'entrevoir qu'elle aura donné des résultats considérables en 2018, et que d'autres pays ou États s'y consacrent de leur côté.

La realpolitik

- L'attaque menée contre des appareils de contrôle industriels au moyen du virus Stuxnet l'a démontré : le concept de « destruction mutuelle assurée » ne saurait assurer l'équilibre de la menace dans le cyberespace comme il l'a fait pour les armes nucléaires. En effet, s'il est possible de déterminer la trajectoire d'un missile balistique intercontinental et son origine probable (en raison du nombre limité d'États qui sont

en mesure de le lancer), la situation n'est pas la même lorsque vient le temps de déterminer d'où provient un logiciel ayant servi à une attaque.

- Même s'il y a peu de chances que leur propension à attribuer la responsabilité d'actions et à établir la provenance du trafic soit partagée, les gouvernements l'incorporeront néanmoins à leurs politiques, par exemple en exigeant le géocodage obligatoire d'Internet et le resserrement des mesures de conservation des données. La portée grandissante des techniques de biométrie sans contact pourrait se traduire par une utilisation intégrée de ces dernières (pour l'heure, il est possible de reconnaître une personne à 500 mètres grâce à son visage, à 50 mètres grâce à son iris et à 5 mètres grâce à son rythme cardiaque).

- Les gouvernements demeureront les principaux acheteurs de codes d'exploit sur le marché gris.

- Des puissances interdiront l'emploi de produits d'autres puissances dans des secteurs clés de leur infrastructure. Le phénomène existe déjà (c'est le cas des routeurs Huawei aux États−Unis et des routeurs Cisco en Chine), mais il s'étendra au matériel de chiffrage, y compris aux capteurs munis d'un code cryptographique embarqué. Ainsi, les États accorderont plus d'importance à l'espionnage industriel, comme si ce n'était pas déjà un enjeu de premier plan.

La force et son usage

- Les organismes civils ne riposteront qu'exceptionnellement, et toujours en travaillant de concert avec une instance gouvernementale (p. ex. Microsoft et le département de la Justice des États-Unis contre Coreflood).

- Il est pratiquement certain que des cyberarmes feront leur apparition dans des secteurs non militaires (appareils et réseaux, entre autres). La plupart serviront à mener une forme quelconque d'activités tactiques de déni de service. Toutefois, leur rôle s'étendra vraisemblablement à la transmission d'informations erronées dès que des capteurs seront mis en place dans les systèmes essentiels d'appareils autonomes.

- Les principaux cercles criminels qui mènent leurs activités dans le cyberespace continueront d'agir depuis les quelques pays où ils sont tolérés, voire rémunérés.

- La plupart des intrusions importantes continueront de passer inaperçues. Les organisations qui sont en mesure de prendre en permanence des captures de l'ensemble de leur réseau pourront au moins apprendre depuis combien de temps dure la situation[40].

- À titre d'exemple, les mesures de détection de cyberattaques au moyen de techniques comportementales ou de détection d'anomalies relatives à des normes bien établies seront utilisées avec une vigueur accrue et auront des effets secondaires très graves.

Le contrôle

- Des cyberincidents mettront en lumière la tendance qu'ont les régimes démocratiques à réagir trop fortement après avoir tardé à prendre les mesures qui s'imposaient.

- Il sera plus difficile que jamais de ne pas prendre de décisions sous le coup de l'émotion, comme le montre la multiplication des propositions relatives au chiffrage mises de l'avant en février 2016 aux États-Unis. Les caractéristiques des transactions à haute fréquence, c'est-à-dire la prise de décisions à grande vitesse au moyen d'algorithmes automodifiables, seront adaptées à d'autres secteurs que celui de la finance, notamment le secteur public.

- Il sera très tentant de confier la prise de décisions à des machines. Toutefois, cette manière de procéder ne sera sûre que s'il est possible de leur retirer ce pouvoir, ce qui implique de préserver les conditions qui permettent de fonctionner autrement. Dans le même ordre d'idée, les algorithmes issus de l'apprentissage automatique ne seront jamais dignes de confiance, à moins qu'il soit possible d'examiner de façon utile les motifs qui sous-tendent les décisions prises (autrement dit, ils doivent être interrogeables).

- Des progrès modestes seront accomplis vers la réglementation algorithmique, notamment en ce qui a trait à la gestion du

trafic. Toutefois, rien de cela n'aura d'importance majeure pour la cybersécurité ou la sécurité nationale d'ici 2018.

- La pénurie de compétences en cybersécurité ne se réglera pas, et l'exode des cerveaux se poursuivra au sein des secteurs gouvernementaux.

Le secteur privé

- À l'heure actuelle, les sociétés occidentales comptent sur des éléments d'infrastructure qui relèvent du secteur privé. Cette situation n'est pas appelée à changer, au contraire. Les gouvernements occidentaux n'ont alors d'autre choix que de prier les responsables concernés de prendre les mesures qui s'imposent pour atteindre les objectifs en matière de sécurité nationale. Il semble juste de qualifier de « délégation » un tel transfert de responsabilités gouvernementales vers des entreprises privées, peu importe l'avis des intéressées. C'est bien de cela qu'il a été question dans l'affaire des relevés d'appels téléphoniques d'AT&T et d'autres entreprises, tout comme il en sera question bien assez tôt en matière d'infonuagique et d'exploitation des données.

- Des multinationales recevront des demandes divergentes de gouvernements, et la concurrence croissante qu'ils se livreront pour étendre leur influence à l'étranger ne fera sans doute qu'aggraver la situation.

- Un nombre croissant de communications personnelles seront chiffrées, mais plus en raison des mesures prises par les fournisseurs que de la volonté des citoyens. Dans une certaine mesure, cela établira une distinction entre les États libres et ceux qui ne le sont pas.

- Les intervenants gouvernementaux utiliseront de plus en plus les informations librement confiées aux médias sociaux. Les États non libres continueront de semer de fausses informations dans les médias sociaux parce qu'ils y verront un avantage tactique de plus en plus important. Dans les États libres, les médias sociaux seront une composante importante du processus d'autorisation de sécurité.

La recherche

- Il est probable que les divergences de caractéristiques entre les versions 4 et 6 du protocole IP seront exploitées de manières imprévisibles, dont la première sera peut-être le « saut d'adresse ».

- L'intercommunication entre systèmes automatiques, par exemple entre voitures sans conducteur, deviendra un champ de recherches en criminalistique. Des entreprises ont été créées pour assurer le succès de la science judiciaire, tout comme d'autres l'ont été pour en assurer l'échec.

- La cybersécurité ne deviendra pas une science, mais cherchera toujours à le devenir[41].

Le cadre juridique

- Les personnes qui choisissent de ne pas faire partie du cyberespace devront encore avoir leur place dans la société, sous peine de voir s'accroître simultanément les inégalités et le conformisme. Cette place devra être protégée, peut-être au moyen de mesures similaires à celles prévues par l'*American with Disabilities Act*, mais pour les réfractaires au numérique cet enjeu, qui n'émane pas de quelconques tenants d'un luddisme modéré, doit faire l'objet de débats considérables qui seront bien amorcés en 2018, mais certainement pas conclus.

- Même si les assureurs et les instances de réglementation exigent des attestations de plus en plus onéreuses, les programmes de conformité offriront une faible valeur de protection. Rares sont les entreprises qui ne doivent pas répondre à de telles exigences en matière de cybersécurité.

- Les contrats de licence d'utilisateur final qui dégagent de toute responsabilité feront l'objet de contestations, dont le marché des véhicules autonomes sera peut-être le premier à faire les frais.

- Pour assurer l'intégrité des informations conservées, des garanties exécutoires seront mises en place, soutenues par un régime de responsabilité qui reste à concevoir. Les dossiers

médicaux électroniques, dont le prix augmente sur le marché noir, en seront peut-être le premier domaine d'application.

Discussion

D'ici au 1er mars 2018, le rendement brut par dollar du matériel informatique est appelé à tripler (selon la loi de Moore, il double chaque dix-huit mois). Il y a un parallèle à établir entre le temps de doublement du rendement par dollar du stockage (douze mois) et celui de la bande passante sur le réseau (neuf mois).

> *Les États non libres continueront de semer de fausses informations dans les médias sociaux parce qu'ils y verront un avantage tactique de plus en plus important.*

Il y a trente ans, il était nécessaire d'amener les données à l'endroit où elles pouvaient être traitées, par exemple l'ordinateur central d'une université. Les progrès techniques ont renversé la situation et amené l'ordinateur aux données. En effet, chaque utilisateur peut avoir, à son poste de travail, un appareil lui permettant d'en faire le traitement. Avec l'arrivée de la virtualisation et des réseaux définis par logiciel, l'utilisateur se retrouve devant un outil d'affichage, tandis que les données sont à nouveau traitées là où se trouve la capacité informatique (par contre, il est maintenant impossible de préciser à quel endroit elle se trouve). Il se peut que le prochain retour du balancier replace l'ordinateur là où seront les données, par exemple dans le textile intelligent.

La théorie biologique de l'équilibre intermittent, c'est-à-dire de longues périodes de stabilité séparées par de courtes périodes de changements rapides, d'occasionnels plateaux de constance entre lesquels tout change, s'applique aussi à la cyberpuissance. Cependant, nous assistons peut-être à un accroissement de la vitesse du phénomène au point où les plateaux ne durent pas assez longtemps pour permettre la consolidation des politiques connexes. Le phénomène n'est pas surprenant, et il est maintenant permanent. La technologie informatique subit un effet de rétroaction favorable : tout comme en mer, lorsque le vent souffle plus fort, les vagues ne grossissent plus et se rapprochent.

Tous les gouvernements avancés de type westphalien se donnent les moyens d'étaler leur cyberpuissance. Toutefois, pour qu'il y ait une véritable signification au monopole qu'exerce un État sur l'usage légitime de la force sur son territoire, il est nécessaire de balkaniser le cyberespace. Moyennant un nombre suffisant d'interconnexions, les frontières physiques et virtuelles s'estompent. Ainsi, les États définissent de plus en plus leur territoire virtuel en fonction des actions de leurs citoyens, en imposant des restrictions sur les destinations (comme en Chine) ou sur les données (comme dans l'Union européenne).

À l'instar d'un couteau ou de l'essence, les outils de cybersécurité ont un double usage. Les Pères fondateurs des États-Unis, qui ont écrit que « toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive […], le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir », ont aussi enchâssé dans la Constitution que « le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé », et ce, à une époque où les armes du paysan propriétaire valaient bien celle du fantassin. Au cours des siècles suivants, les armes du second ont tellement surpassé celles du premier que le droit du peuple d'abolir un gouvernement destructif ne saurait plus reposer sur les armes conservées chez soi. Toutefois, la puissance de l'État et celle des entités non étatiques sont plus proches qu'elles ne l'ont été depuis 1791. Cette oscillation du balancier en est peut-être à son point culminant, mais il n'est jamais arrivé auparavant qu'une dizaine de personnes en pantoufles soient en mesure d'annuler de façon convaincante l'usage monopolistique de la force.

Partout dans le monde, les gouvernements se procurent des produits commerciaux, ce qui signifie que les compétences et le matériel nécessaires pour déjouer les mesures de protection d'une cible sont les mêmes, que celle-ci se trouve au pays ou à l'étranger. En un sens, les cybertechnologies commerciales à double usage sont plus répandues dans le secteur civil que dans le secteur militaire.

Depuis quelques décennies, le secteur civil rattrape le secteur militaire, sur le plan de la conception d'infrastructures de communication durables (années 1980), de la cryptographie appliquée (années 1990), de l'extensibilité à grande échelle (années 2000) et, au cours des dix dernières années, de l'analyse

de trafic. Il dispose en outre d'un bien plus grand nombre de postes d'écoute que le secteur militaire.

La question des mégadonnées est sur toutes les lèvres, tout comme l'idée qu'une société outillée sera bien meilleure, tandis que la jeune génération se soucie moins de la protection des renseignements personnels que les dirigeants actuels. Partie intégrante de la triade classique avec l'intégrité et la disponibilité, la confidentialité s'est vu octroyer un statut prioritaire, surtout dans le domaine militaire. Ce ne sera pas le cas à l'avenir. Dans le secteur civil, l'intégrité viendra la supplanter comme objectif ultime de la cybersécurité. L'arsenal militaire sera davantage axé sur la compromission de l'intégrité que de la confidentialité.

L'effet cumulatif des courbes de la capacité informatique, du stockage et de la bande passante peut s'exprimer ainsi : en 1986, il suffisait de deux jours pour remplir tout l'espace de stockage dans le monde avec toute la bande passante mondiale. Aujourd'hui, il faudrait plus de 150 jours. Cela représente, depuis 1986, une progression presque parfaitement exponentielle[42].

> *L'arsenal militaire sera davantage axé sur la compromission de l'intégrité que de la confidentialité.*

Il est possible que la loi de Moore connaisse déjà un début de ralentissement, et ce, pour deux raisons. La première est de nature physique : il n'est plus guère possible d'accroître la fréquence d'horloge des puces par le refroidissement. La seconde raison est de nature économique : le coût d'une usine de fabrication de puces double tous les deux ans (c'est la deuxième loi de Moore, moins connue). D'ici 2018, une nouvelle usine (compte tenu de l'inflation) coûtera aussi cher que l'ensemble du projet Manhattan[43].

En matière de cryptographie, la question du rendement est maintenant au premier plan. Un nombre croissant de produits et de services commerciaux comportent des dispositifs ou des mesures de chiffrage. Toutefois, les concepteurs se demandent s'il convient d'améliorer le rendement au moyen de logiciels toujours plus efficaces ou d'incorporer les fonctions de cryptographie directement au matériel. Si elle permet de faire des gains autrement impossibles, cette dernière option empêche de recourir à la « souplesse de l'algorithme » pour éviter les défaillances[44].

Au fil du temps, les coûts relatifs aux appareils de bureau ou mobiles demeurent constants, leur rendement augmente et les mises à jour sont légion. En ce qui a trait aux systèmes embarqués, le rendement demeure constant, les coûts diminuent et les appareils se multiplient. Ainsi, par comparaison, la superficie d'attaque des systèmes non embarqués est négligeable par rapport à l'espace offert par les systèmes embarqués. Depuis 1997, les questions relatives à la monoculture dans un environnement réseauté font l'objet d'une attention particulière[45]. En effet, dans une monoculture, tous les appareils ont la même structure, et un pirate n'a donc qu'un seul maliciel à concevoir. Cependant, la meilleure manière d'assurer la résilience n'est-elle pas de prévoir de nombreuses redondances? Voici un extrait de la définition de « défaillances en cascade » du National Institute of Standards and Technology des États-Unis.

> *S'entend par « redondance » l'apport de fonctionnalités qui seraient inutiles dans un milieu exempt de pannes. La redondance est nécessaire, mais elle ne suffit pas à assurer la résistance aux pannes. Une défaillance de système survient lorsque des pannes se propagent à la limite externe du système. La résistance aux pannes vise à enrayer cette propagation avant qu'une défaillance survienne. En général, il s'agit de remplacer les fonctions tombées en panne par des fonctions redondantes. Il arrive parfois que trop de fonctions redondantes soient atteintes, et qu'il soit donc impossible d'en arriver de façon fiable à un résultat sans panne. Le système subit alors une défaillance de mode commun, qui est le résultat d'une seule panne (ou d'un seul ensemble de pannes). Les systèmes informatiques qui dépendent d'une seule source d'alimentation, de refroidissement ou d'entrée-sortie sont vulnérables aux défaillances de mode commun. Il existe une forme plus insidieuse de ce genre de défaillance : le défaut de conception qui entraîne la défaillance de copies redondantes du même processus logiciel dans les mêmes conditions*[46].

La « forme plus insidieuse de défaillance » dont il est question est exactement ce que la complexité peut dissimuler, précisément parce qu'elle entraîne la sous-estimation de l'interdépendance. En bref, les défaillances en cascade se produisent plus facilement au sein d'une monoculture informatique. Par conséquent, l'installation d'un système de ce type implique la prise d'une décision fondamentale en matière de gestion du risque, à savoir que le risque de perte lié à un

événement improbable (« cygne noir ») est plus acceptable que celui qui est lié à une incohérence perpétuelle.

L'adoption d'une monoculture informatique doit s'accompagner de mesures de contrôles serrées et centralisées. Cela implique des risques qu'il faut accepter, notamment celui, énorme, lié à tout mécanisme de mise à jour automatique, c'est-à-dire la prise de contrôle du mécanisme lui-même par une partie adverse. Le nombre de systèmes critiques en monoculture semble augmenter. Pour la plupart, il s'agit de systèmes embarqués de longue durée, sans interface de gestion à distance. La tendance à combiner durabilité et inaccessibilité doit être infléchie, voire inversée, au moyen d'une politique nationale qui imposera une durée de vie prévisible aux appareils embarqués (autodestruction après un certain temps) ou la condition qu'ils puissent être gérés à distance. Reste à déterminer la mesure à prendre. Dans l'un ou l'autre cas, l'Internet des objets, c'est-à-dire la présence de micro-contrôleurs réseautés dans pratiquement tous les appareils, devrait donner la chair de poule à tout le monde[47].

Les menaces persistantes avancées (difficiles à repérer, à éliminer et à attribuer)[48] trouvent certainement un terreau fertile dans les monocultures bas de gamme où l'essentiel du traitement est effectué par des appareils qui sont « sourds-muets » une fois installés ou qui fonctionnent au tout début du processus où, en un ou deux exemplaires, ils ne représentent pas de risques importants pour la société. Ce n'est plus le cas à l'échelle actuelle, et encore moins à l'échelle de demain. Dave Aitel l'a affirmé à de nombreuses reprises, la mise à l'essai est, loin devant le codage, l'étape la plus difficile pour le concepteur d'exploits[49]. Les monocultures facilitent la mise à l'essai. Elles ne sont pas à l'origine des attaques, mais elles y sont propices. Il n'est pas question ici d'oncogenèse, mais d'angiogenèse.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, les menaces persistantes avancées ne concerneront pas tant les systèmes de grande envergure que les petits. Elles ne planeront pas sur les appareils munis d'un nom d'hôte et d'un terminal, mais bien sur les appareils dont nous ignorons l'existence même. Il sera impossible de les contrer d'une manière traditionnelle. La seule solution passe par l'affranchissement de la dépendance, car les règlements qui régissent la chaîne d'approvisionnement sont et seront impuissants. Vous êtes Gulliver, elles sont les Lilliputiens.

Il y a quinze ans, Lázsló Barabási a démontré qu'il est impossible de concevoir un réseau qui résiste à la fois aux pannes ciblées et aléatoires[50]. Sa conception du réseau invariant d'échelle convient à nos objectifs de planification. Les réseaux actuels sont assez bien protégés contre les pannes aléatoires, mais plutôt vulnérables aux pannes ciblées. Il y a dix ans, les simulations réalisées par Sean Gorman ont révélé une forte augmentation de la susceptibilité générale des réseaux aux défaillances en cascade lorsqu'une seule faille exploitable a une incidence de 43 pour cent[51]. Ce plafond a été fracassé dans de très nombreux domaines où la technologie est embarquée, invisible et silencieuse. Il y a cinq ans, Kelly Ziegler a calculé qu'il faudrait une année complète pour remettre en état un réseau intelligent qui a été entièrement installé, surtout en raison de la taille du micrologiciel par nœud, par rapport à la bande passante disponible[52].

Le risque émane de la dépendance, surtout de celle que créent les attentes envers un système stable. Elle n'est pas seulement individuelle, mais mutuelle. Il ne s'agit pas seulement de déterminer si une personne est dépendante ou non, mais, de façon continue, de voir si toutes le sont. Nous sommes effectivement *interdépendants*. L'interdépendance est transitive, tout comme le risque qu'elle génère. Quiconque dépend d'une personne qui dépend du monde numérique court aussi le risque de connaître des ratés en la matière. Si elle était statique, il serait possible d'évaluer la dépendance. Toutefois, elle s'étend régulièrement et rapidement à de nouvelles choses. C'est important, parce qu'individuellement et solidairement, nous augmentons nos risques lorsque nous devenons dépendants de choses dont la nouveauté même gêne l'estimation des risques et, par conséquent, leur gestion. Dans notre société, l'interdépendance est absolument centrée sur Internet, avant toute autre dépendance (exception faite du climat), et Internet change à un rythme cinq fois plus rapide.

L'interdépendance se constate aussi à l'échelle individuelle. Collectivement, un ensemble de magasins de données synchronisés est aussi vulnérable à une perte d'intégrité que sa composante la plus faible. Cela mène à une situation quasi inextricable où la présence croissante de la technologie dans la société a pour conséquence que même les gestes ordinaires sont amenés à dépendre du fonctionnement sans failles de processus numériques à distance. À titre d'exemple, la chaîne d'approvisionnement en

produits alimentaires peut assurer moins d'une semaine de subsistance, et toutes ses étapes dépendent de services numériques : direction de tracteurs assistée par GPS, surveillance des irrigateurs au moyen de drones, tri automatisé des légumes, logistique générale et étiquetage électronique du bétail, entre autres. Cette dépendance à la technologie et aux données qui l'alimentent nous rend-elle plus forts ou nous affaiblit-elle? Selon Morgan Stanley et le Santa Fe Institute, elle nous fragilise. N'est-il pas alors essentiel de conserver les moyens d'accomplir des tâches manuellement afin qu'il ne soit pas nécessaire de les réinventer en vitesse, au besoin?

De nos jours, l'espace d'exécution sur le Web doit être considéré ainsi : le client est devenu le serveur du serveur[53]. Des appels de procédure à distances lui parviennent de partout et de tout le monde. Il est censé croire que la confiance est transitive, mais pas le risque. C'est ce que font JavaScript, Flash et HTML5. C'est ce que fait tout objet Application d'assistance du navigateur embarqué. Aujourd'hui, selon le HTTP Archive, pour la page Web moyenne, il est question de renvois à 16 domaines différents et de 17 requêtes JavaScript. En ce qui a trait à JavaScript, le nombre d'octets est le quintuple du nombre d'octets relatif au HTML[54]. Une grande partie de l'activité JavaScript est de nature analytique, c'est-à-dire qu'elle porte sur la surveillance de l'« expérience » de l'utilisateur. Il a été démontré que l'insertion à la volée de code de script permet de « militariser » le navigateur d'un tiers innocent[55].

Comme l'a démontré Daniel Bilar dans son analyse de Conficker[56], l'attaquant et le défenseur s'offrent mutuellement des cibles mouvantes, c'est-à-dire que l'avantage ira de part et d'autre, à l'instar de la dynamique prédateur-proie ou de la théorie des jeux, et cela, parce qu'un être sensible fera tout ce qu'il peut pour exploiter le code de son adversaire par l'exploitation des prémisses de ce code. Selon Sandy Clark, si la sécurité logicielle est l'objectif, alors la réutilisation est plus nuisible que salutaire pour le logiciel, parce que l'adversaire sensible apprend d'abord comment fonctionne le code, puis profite du fait qu'il y a réutilisation de composantes[57]. Autrement dit, est-il temps de laisser tomber la sécurité logicielle ou de redoubler d'efforts, comme le préconise le Language Theoretic Security Group (LANGSEC)[58]? Faut-il davantage de preuves que celles du LANGSEC, de Bilar, de Clark et de leurs collaborateurs? Est-il enfin temps d'accepter l'observation cruciale de Ken Thompson, qui estime qu'il est uniquement possible de

faire confiance à un programme entièrement codé par soi-même, et d'agir en conséquence[59]? Cette raison précise a poussé au moins une banque new-yorkaise à ne plus acheter de logiciels.

Une grande société d'évaluation de la sécurité des logiciels a constaté des failles apparentes dans de grandes quantités de code produit automatiquement, ce qui signifie que même la machine génère des vulnérabilités. Récemment, dans *Atlantic Monthly*, Bruce Schneier a posé une question pertinente et fondamentale : les failles des logiciels sont-elles rares ou abondantes[60]? S'il y en a peu, alors toute réparation diminue de façon importante le nombre de points d'attaque existants. Dans le cas contraire, sous l'angle de la sécurité, il est essentiellement inutile de consacrer des ressources à les repérer et à les réparer une par une. Réparer une faille sur six représente une amélioration de 15 pour cent. En revanche, en réparer une sur 6 000 ne change rien.

Selon Eric Jardine[61], le cyberespace s'améliore et devient plus sécuritaire, contrairement à ce que l'on pense. Il soutient que l'idée que le cyberespace est pire et plus dangereux que jamais émane d'une normalisation inadéquate des mesures de sécurité adoptées jusque-là.

> *Nous soutenons que le niveau de sécurité dans le cyberespace est, en fait, bien meilleur que ce qu'en disent les médias et les rapports de sécurité de la TI. À l'heure actuelle, les chiffres relatifs à la cybercriminalité sont presque toujours exprimés soit en absolus (il survient 1 000 attaques par année) ou en pourcentage par rapport à l'année précédente (50 pour cent plus d'attaques se sont produites en 2014 qu'en 2013). Pour obtenir un portrait fidèle de la sécurité du cyberespace, les statistiques sur la cybercriminalité doivent être exprimées en fonction de la taille croissante d'Internet, tout comme c'est la norme pour la criminalité ordinaire (il y a eu 15 meurtres par tranche de 1 000 personnes par année).*

Jardine démontre que le dénominateur a son importance, c'est-à-dire qu'il est moins judicieux de fonder des décisions sur des nombres (quoi qu'ils représentent) que sur des taux et des proportions, que le nombre d'événements par unité de temps ne peut qu'être trompeur et qu'il ne convient pas de parler du nombre d'événements fâcheux sans traiter des probabilités qu'ils se produisent.

Il s'agit d'une critique tout à fait directe, et le cyberespace n'est pas le seul domaine à propos duquel se déroule un tel débat sur la validité de cette inférence. Considérons les propos de Stephen Pinker dans *The Better Angels of Our Nature* :

> *Nous avons tendance à fonder notre estimation de la probabilité qu'un événement se produise sur notre facilité à en évoquer des exemples. Par exemple, les scènes de carnage sont plus susceptibles de nous parvenir et de se graver dans notre mémoire que des images de gens qui meurent de vieillesse. Puisqu'il y aura toujours assez de morts violentes pour remplir les bulletins de nouvelles, notre perception de la violence n'aura pas de lien avec la probabilité réelle qu'elle se produise*[62].

Cela s'ajoute aux arguments favorables à l'utilisation de taux et de proportions plutôt que de nombres. Par contre, dans une réplique directe[63], Nassim Nicholas Taleb a soutenu que dans une distribution à queue épaisse, les estimations de paramètres fondés sur l'expérience seront inévitablement trompeuses.

> *En 2006, lorsque je terminais la rédaction du* Cygne noir*, des gens m'ont présenté des idées relatives à la « grande modération ». Ils ne réalisaient pas que la queue du processus s'épaississait sans cesse (à cause des leviers opérationnels et financiers, de la complexité et de l'interdépendance, entre autres), ce qui entraînait des écarts à la moyenne moins nombreux, mais plus marqués. Les bombes nucléaires ne sont pas moins dangereuses parce que moins d'entre elles explosent que de bombes ordinaires. Inutile de dire qu'en raison de ce qui s'est produit en 2008, je n'ai pas eu beaucoup à me justifier. Néanmoins, des économistes utilisent toujours les méthodes qui ont engendré la « grande modération », et Bernanke, protagoniste de cette théorie, a vu son mandat renouvelé.*

Son argument principal est le suivant.

> Nous passons d'une volatilité faible et continue à une progression par bonds séparés par des variations de moins en moins marquées.

La situation de la cybersécurité empire-t-elle, ou est-ce le contraire? Selon quel paramètre actuellement mesuré est-il possible de conclure que les solutions préconisées sont les bonnes, compte tenu de ce qu'il est possible d'inférer des résultats supposés? S'agit-il d'inférences ou de suppositions mal comprises?

Jardine a raison d'affirmer que l'espace des observables s'étend considérablement et que, au dire de tous, cette expansion s'accélère. Elle concerne, d'une part, l'étendue du réseau et, d'autre part, la superficie d'attaque en tant que telle[64]. En tenant compte uniquement du nombre d'événements survenus, nous tirons une conclusion erronée sur l'amélioration (ou non) de la situation. Mais suffit-il de changer le diviseur pour réellement apporter la correction voulue?

À coup sûr, une loi de puissance s'applique ici. Selon les explications concises de Wikipédia, dans le cadre d'une telle loi, la moyenne est bien définie seulement si l'exposant est supérieur à deux, et la variance est finie seulement si l'exposant est supérieur à trois. Pour la plupart des lois de puissance recensées dans la nature, l'exposant donne une moyenne bien définie, mais ce n'est pas le cas de la variance. Elles peuvent donc engendrer des événements improbables (cygnes noirs). C'est ce dont il est question ici. Le cyberespace, qui ne comporte pas de variance bien définie applicable à ce qui peut mal tourner, est donc indiscutablement sujet à des événements improbables.

La presque totalité de l'usage commercial d'Internet (au-delà de la version 4 de HTML) repose sur des langages Turing-complets. Il est donc impossible de prouver que ces services sont sûrs, car une telle preuve serait la solution au problème d'arrêt[65]. Ainsi, l'objectif ultime de l'ingénierie de la sécurité consiste à éviter que les défaillances passent inaperçues, car elle ne peut tout simplement pas les éliminer. À l'échelle de la société, une situation sécuritaire ne se définit alors pas par l'absence de situations imprévues, mais plutôt par l'absence d'imprévus pour lesquels aucune mesure d'atténuation n'est à portée de la main.
Selon la formule célèbre d'Elroy Dimson, le risque se définit par l'existence d'un plus grand nombre de possibilités que d'événements[66]. Il est manifeste que l'interdépendance croissante multiplie les possibilités, que la complexité empêche malheureusement de dénombrer, ce qui fait dire à Jardine qu'il n'est pas incorrect, en théorie, de diviser le nombre d'événements

effectifs par le nombre de possibilités, mais que cette opération est futile si le nombre de possibilités a mal été estimé.

Par contre, n'est-ce pas une excellente chose que de gravement sous-estimer le dénominateur s'il s'agit du nombre de possibilités? Selon Taleb, ce n'est absolument pas le cas. La queue épaisse des distributions des lois de puissance accroît la variance des estimations, ce qui mène à des échecs moins fréquents, mais plus graves. Au mieux, il est possible d'affirmer que la plupart des jours se dérouleront de mieux en mieux, mais que certains seront pires que jamais. Il s'agit d'une propriété commune à tous les systèmes régis par une loi de puissance. En essence, c'est le cas de l'interconnectivité et l'interdépendance du cyberespace. De nombreux cadres du domaine de la technologie abondent dans le sens de Taleb[67].

Une distribution à queue épaisse est notoirement réfractaire aux prédictions, ce qui rend ces dernières, par ailleurs, très attrayantes. Par conséquent, il s'en publie énormément. Nombre de leurs auteurs évitent de trop s'engager et les formulent sous forme de question, ce qui permet d'invoquer la loi des titres selon Betteridge : il est possible de répondre par la négative à tout titre qui se termine par un point d'interrogation.

Il s'agit d'un dilemme. La rapidité des changements signifie que les outils de protection sont toujours à la remorque des besoins, à moins qu'il soit possible de prévoir ces derniers. La rapidité des changements nuit à la prévision si elle consiste à ajouter des mécanismes à l'équation, et pas seulement à en modifier l'échelle. Il est ici question d'échelle (l'Internet des objets a un taux de croissance annuel composé de 35 pour cent) et de mécanismes (interconnexion, après coup, d'articles divers possédant chacun une nouvelle interface). En outre, les mesures de protection ne sont pas à la hauteur, comme en font foi le nombre croissant d'atteintes à la protection des données et la quantité d'entreprises de sécurité naissantes (la société Kleiner Perkins en suivrait 1 200). Pour prendre la cybersécurité très au sérieux, il faudrait *soit* ralentir le changement pour qu'il soit possible de faire des prédictions valables sur le plan opérationnel, *soit* accroître volontairement l'imprévisibilité afin qu'il devienne impossible, pour la partie adverse, de déterminer des cibles. La première solution implique de mettre le holà à différentes formes de progrès. L'autre exige de renoncer à des libertés et de s'en remettre à des

machines. L'Agence de la défense pour les projets de recherche avancés (DARPA)[68] préconise l'accroissement de l'imprévisibilité. Dans tous les cas, il convient de tirer des leçons de la débâcle financière de 2008, lorsque des institutions ont été considérées comme « trop imposantes pour s'effondrer », et de les appliquer aux organismes qui, estime-t-on, sont « trop connectés » ou possèdent « trop de données » pour s'écrouler.

Notes

Notes

[1] Voir China international reserves and capital flows, 26 février 2016, p. 5; China, non-gold international reserves (12 month change) minus merchandise trade surplus (12 month change), Rapport Yardeni, http://www.yardeni.com/pub/chinareserves.pdf.

[2] Voir Leif Littrup (2013), « The XI Jinping Interview and Good Academic Practice »; consulté à partir du site Web du Nordic Institute of Asian Studies: http://www.nias.ku.dk/sites/default/files/l_littrup_-_xi_jinping_interview_and_good_academic_practice.pdf.

[3] Le célèbre ouvrage de Snow intitulé Red Star Over China a été traduit en chinois dès 1938. Snow est d'ailleurs resté dans les bonnes grâces de Mao jusqu'à sa mort en 1972.

[4] Observations préliminaires de Ma Ying-jeou lors d'une conférence de presse tenue à Singapour le 7 novembre 2015.

[5] Entrevue de l'auteur avec un membre de l'administration Morsi, 17 février 2014.

[6] Voir par exemple Dennis B. Ross, « Islamists Are Not Our Friends », *The New York Times*, 11 septembre 2014; Henry Kissinger, *World Order*, Penguin, New York, 2014, p. 121-122.

[7] Wael B. Hallaq, *The Impossible State: Islam, Politics, and Modernity's Moral Predicament*, Columbia University Press, New York, 2013.

[8] Pour en savoir davantage sur le processus de modération des islamistes, voir Shadi Hamid, *Temptations of Power: Islamists and Illiberal Democracy in a New Middle East*, Oxford University Press, 2014.

[9] Le groupe est connu sous divers noms, dont État islamique d'Irak et d'al-Cham (EIIC).

[10] « داعش يدعو المصريين "للجهاد" », clip sur Youtube, 29 décembre 2013, https://www.youtube.com/watch?v=GFsrJADJkqY.

[11] « They shall by no means harm you but with a slight evil », *Al Furqan Media*, août 2013; https://azelin.files.wordpress.com/2013/07/shaykh-abc5ab-mue1b8a5ammad-al-e28098adnc481nc4ab-al-shc481mc4ab-22they-will-not-harm-you-except-for-some-annoyance22-en.pdf.

[12] Andrew F. March et *Mara Revkin, «* Caliphate of Law », *Foreign Affairs*, 15 avril 2015.

[13] Will McCants, « Interview: How ISIS uses and abuses Islam », *Vox*, 18 novembre 2015, http://www.vox.com/2015/11/18/9755478/isis-islam.

[14] Abou Mohammed al-Adnani, « In Rabbik bi-l-Mursad », septembre 2014; la traduction anglaise est disponible à l'adresse : https://archive.org/stream/Mirsad_T/English_Translation_djvu.txt.

[15] Entrevue de l'auteur avec un représentant officiel des Frères musulmans, 9 août 2010.

[16] « Muslim Public Opinion on US Policy, Attacks on Civilians and al Qaeda », Programme de recherche sur la perception publique de la politique internationale de l'Université du Maryland, 24 avril 2007; http://www.worldpublicopinion.org/pipa/pdf/apr07/START_Apr07_rpt.pdf.

[17] Douglas M. McLeod, « Support for the Caliphate and Radical Mobilization », START *Research Brief*, janvier 2008; http://www.start.umd.edu/sites/default/files/files/publications/research_briefs/20080131_Caliphate_and_Radicalization.pdf.

[18] K. Giles et coll., *The Russian Challenge*, rapport de Chatham House, juin 2015, p. 6.

[19] Ya Mirkin, « Vneshnaya politika v futlyare ekonomike », *Rossiya v Globalnoi Politike*, 13 janvier 2016, http://www.globalaffairs.ru/number/Vneshnyaya-politika-v-futlyare-ekonomiki-17921.

[20] A. Bezrukov, « Stsenarii trevozhnovo budyshchevo », *Rossiya i mir v 2020, Kontoury trevozhnovo budushchevo, Geopoliticheskii prognoz*, Moscou, Exmo, 2015, p. 8. Bezrukov est un conseiller du président de Rosneft.

[21] F. Lukyanov, « Raspad ili pereustroistvo? », *Rossiya v Globalnoi Politike*, n° 1, janvier-février 2016, http://www.globalaffairs.ru/number/Raspad-ili-pereustroistvo-17920.

[22] S. Karaganov, « 2015: Global Tendencies and Russian Policies », *Russia in Global Affairs*, n° 1, 2016, http://eng.globalaffairs.ru/number/2015-Global-Tendencies-and-Russian-Policies-17976.

[23] Cette baisse a été compensée en partie par la dépréciation du rouble et celle du taux de change du rouble par rapport au dollar américain qui en a découlé, puisque les coûts de production sont en roubles et les revenus d'exportation, en dollars américains.

[24] R. Connolly, « Security Above All », *Russia in Global Affairs*, n° 1, 2016, http://eng.globalaffairs.ru/number/Security-Above-All-17981.

[25] Ces facteurs comprennent l'incidence de la baisse de la consommation d'énergie en Chine ou du retour du pétrole iranien sur les marchés internationaux, voire les deux, et l'incidence d'un attentat terroriste contre une importante installation pétrolière ou contre un réseau de transport ou l'élargissement du conflit régional au Moyen-Orient influant sur les réserves de pétrole, voire les deux.

[26] Les chiffres de la BCR sont tirés de son *Monetary Policy Report*, n° 4, Moscou, décembre 2015.

[27] Dans l'ensemble, le FMI et l'OCDE souscrivent à ce scénario — ils prévoient tous les deux une contraction soutenue en 2016 d'environ -0,5 pour cent, suivie d'une croissance de 1,0 à 1,7 pour cent en 2017. Le FMI prévoit une croissance de 1,5 pour cent en 2018.

[28] Les observateurs russes ont noté que si les élections de 2011 avaient été tenues selon le mode de scrutin mixte plutôt que selon le mode de scrutin proportionnel, Russie unie aurait obtenu de meilleurs résultats.

[29] Ce n'est pas dire pour autant qu'il s'agit d'une solution de rechange viable, mais c'est le seul parti qui se pose en véritable rival de Russie unie, ayant remporté ou étant arrivé au deuxième rang dans les élections régionales et ayant défait les candidats de Russie unie lors de l'élection à la mairie de Novossibirsk en 2014 et au gouvernorat d'Irkoutsk en 2015. L'opposition non parlementaire dite « non systémique » demeure divisée et n'a pas l'appui de la population.

[30] Le Front populaire panrusse est un mouvement établi par les instances dirigeantes pour agir à titre d'organisme-cadre chargé d'amener l'opposition à les soutenir. Il peut présenter des candidats dans les secteurs où le candidat de Russie unie est impopulaire, neutralisant ainsi l'opposition.

[31] Comme un certain nombre des plus hauts fonctionnaires sont âgés de plus de 65 ans, les retraites et les problèmes de santé sont susceptibles d'être plus fréquents. La mort en janvier 2016 d'Igor Sergoun, âgé de 58 ans, en est un exemple.

[32] J. Norberg, *Training to Fight. Russia's Major Military Exercises 2011-2014*, Stockholm, FOI, décembre 2015, p. 61-62.

[33] « Voennie raskhody v 2016 godu budut umensheny na 5 per cent », *Vedomosti*, 19 février 2016. Le budget de défense pourrait être réduit de 5 pour cent en 2016. Toutefois, on ignore si le gouvernement puisera ailleurs pour combler le manque à gagner ou s'il tentera plutôt d'éliminer le gaspillage.

[34] Groupe comprenant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne.

[35] Voir à cet égard cet avertissement notable du Directeur national du renseignement des États-Unis: *Le temps où seuls quelques États avaient accès aux technologies les plus dangereuses est révolu. Les matières et technologies biologiques et chimiques, qui sont presque toujours à double usage, se déplacent facilement dans une économie mondialisée, tout comme le personnel disposant de l'expertise scientifique pour les concevoir et les utiliser. Les découvertes les plus récentes dans le domaine des sciences de la vie se diffusent elles aussi rapidement autour du monde.* James R. Clapper, Directeur national du renseignement, Déclaration enregistrée : Évaluation de la menace au niveau mondial de la communauté du renseignement, Commission des forces armées du Sénat des États-Unis, 26 février 2015.

[36] De nombreux incidents impliquant le vol ou la vente d'éléments radioactifs sont répertoriés chaque année. Cependant, outre qu'une grande partie relève de l'escroquerie, la plupart de ces incidents ne visent que des matières peu radioactives (par exemple, l'uranium naturel).

[37] Voir le code des États-Unis [US Code], volume 50, chapitre 40.

[38] Maison-Blanche, « Cyberspace Policy Review », 8 mai 2009. En ligne : www.whitehouse.gov/assets/documents/Cyberspace_Policy_Review_final.pdf. (À titre d'exemple, pour les États-Unis.)

[39] Ibid.

[40] Dans ses rapports d'enquête sur l'atteinte à la protection des données, Verizon affirme régulièrement que 80 pour cent des atteintes ne sont pas constatées par la victime, mais par un tiers qui n'a pas de liens avec le dossier.

[41] NSA, prix « Science of Security ». En ligne : cps-vo.org/group/SoS.

« T.S. Kuhn Revisited ». En ligne : geer.tinho.net/geer.nsf.6i15.txt.

[42] Voir l'analyse en ligne, www.martinhilbert.net/WorldInfoCapacityPPT.html (qui reflète Hilbert et Lopez, *Science*, vol. 332, n° 6025, p. 60-65), extrapolée jusqu'à 2014 avec l'autorisation de l'auteur.

[43] « Slowing Moore's Law: How It Could Happen ». En ligne : www.gwern.net/Slowing%20Moore's%20Law.

[44] D. Knuth, « Structural Programming with GoTo Statements », *Computing Surveys*, vol. 6, n° 4, décembre 1974.

[45] S. Forrest, A. Somayaji et D. Ackley, « Building Diverse Computer Systems », HotOS-VI, 1997. En ligne : www.cs.unm.edu/~immsec/publications/hotos-97.pdf. (À titre d'exemple.)

[46] *High Integrity Software System Assurance*, section 4.2, Internet Archive. En ligne : hissa.nist.gov/chissa/SEI_Framework/framework_16.html.

[47] À titre d'exemple, voir le travail de Dan Farmer sur l'interface de gestion intelligente du matériel, « IPMI: Freight Train to Hell v2.01 », 2013. En ligne : fish2.com/ipmi/itrain.pdf.

[48] Dan Geer, « Advanced Persistent Threat », *Computerworld*, 12 avril 2010.

[49] Communication personnelle avec Dave Aitel, fondateur et directeur de la technologie de la société Immunity, à Miami.

[50] A L. Barabasi et R. Albert, « Emergence of scaling in random networks », *Science*, vol. 286, n° 5439, 15 octobre 1999, p. 509-512.

[51] S. Gorman, et coll., « The Effect of Technology Monocultures on Critical Infrastructure », 2004. En ligne : policy.gmu.edu/imp/research/Microsoft_Threat.pdf.

[52] Kelly Ziegler, « Grid, PhD the Smart Grid, Cyber Security and the Future of Keeping the Lights On », USENIX, 2010. En ligne : static.usenix.org/events/sec10/tech/slides/ziegler.pdf.

[53] Communication personnelle avec Mitja Kolsek, société ACROS, en Slovénie.

[54] Rubrique « Trends », site HTTP Archive. En ligne : www.httparchive.org/trends.php.

[55] Insight-labs, « Baidu's traffic hijacked to DDoS GitHub.com ». En ligne : insight-labs.org/?p=1682.

[56] Daniel Bilar et coll., « Adversarial Dynamics: The Conficker Case Study », Springer, 2012.

[57] Sandy Clark et coll., « The Honeymoon Effect and the Role of Legacy Code in Zero-Day Vulnerabilities », ACSAC, 2010. En ligne : www.acsac.org/2010/openconf/modules/request.php?\ module=oc_program&action=view.php&a=&id=69&type=2.

[58] LANGSEC, « The View from the Tower of Babel ». En ligne : langsec.org/.

[59] Ken Thompson, « On Trusting Trust », CACM, août 1984. En ligne : cm.bell-labs.com/who/ken/trust.html.

[60] Bruce Schneier, « Should U.S. Hackers Fix Cybersecurity Holes or Exploit Them? », *The Atlantic Monthly*, avril 2015.

[61] Eric Jardine, « Global Cyberspace is Safer than You Think: Real Trends in Cybercrime » [Le cyberespace mondial est plus sûr qu'on croit : Tendances réelles en cybercriminalité], 2015. En ligne : www.cigionline.org/sites/default/files/no16_web_0.pdf.

[62] Stephen Pinker, « Violence Vanquished », *Wall Street Journal*, 24 septembre 2011.

[63] Nassim Nicholas Taleb, « On the Super-Additivity and Estimation Biases of Quantile Contributions », série Extreme Working Paper, 11 novembre 2014.

[64] The Automatic Statistician, Université d'Oxford, financé par Google. En ligne : www.automaticstatistician.com.

[65] En informatique, le « problème d'arrêt » est un terme précis qui décrit des catégories de questions dont la réponse est qu'il n'y a pas de réponse. Un problème jugé équivalent au problème d'arrêt est tout aussi indécidable. C'est l'équivalent, pour le programmeur, de l'affirmation « Je mens toujours » qui, si elle est vraie, n'est alors pas vraie, et qui, si elle est fausse, est alors vraie.

[66] Peter Bernstein, *Against the Gods: the Remarkable Story of Risk*, John Wildy & Sons, 11 septembre 2012.

[67] Thomas Lee, « Forget Target, Ashley Madison Hacks, a Bigger Threat Looms », *San Francisco Chronicle*, 20 juillet 2015.

[68] SafeWare, DARPA-BAA-14-65. En ligne : https://www.fbo.gov/utils/view?id=9e14f2dee9c21ec99f6aa28555662556.